

ARDENTES PATIENCES

Idéologie ou imagination ?

Même les machines elles aiment reposer...

*

Imagination morte imaginez

*

L'effondrement et ses idéologues

Figures et logiques de l'idéologie 1

*

D'un slogan à l'autre

*

Pourquoi je suis carni-vaurien

Sur l'air du temps 1

*

Contemporanéité de la commune (2)

Même les machines elles aiment reposer... **Ibrahima, ouvrier du bâtiment, conducteur d'engins de chantier**

On n'est pas des machines,
on est des êtres humains.
Même les machines elles aiment reposer un peu.
Parce que tout le temps
si toujours elle travaille, un jour elle va crever,
ou elle va tomber en panne.
Si c'est pas un problème de gas-oil,
c'est un problème de filetage,
ou de disque...
Toi, si tu prends un peu de temps pour te reposer,
c'est mieux.
sinon si toujours, toujours, sans arrêt tu travailles,
c'est pas bon pour la santé,
c'est pas bon pour la vie.

Même si Machine travaille, elle est toute neuve, elle est toute neuve,
tu l'as achetée à l'usine
elle travaille tout le temps,
tout le temps, tout le temps, tout le temps,
travail dur, travail dur,
un jour le moteur il va tomber en panne.
Quand le moteur il tombe en panne
peut-être l'huile elle est fatiguée,
soit le vilebrequin il est abîmé – soit le disque, voilà, c'est ça.
Le raccord qui tient les pelles ou les machines, comment dirais-je,
pour que les graisses passent entre les raccords.
Si le raccord est fatigué, donc Machine, elle peut pas respirer
donc elle va arrêter. Le raccord, faut que tu le changes.
Après, même si ça continue, c'est pas comme les pièces
elle est venue avec de l'usine.
C'est le dépannage. Ça va continuer – mais même si ça continue,
c'est pas comme les pièces elle est venue avec.

Ça, c'est Machine - mais les gens, t'arrives pas à changer comme ça.
Si tu changes, tu vas devenir handicapé –
La vie c'est comme ça.
Pour vivre, on peut pas rester sans travail. Mais le travail, c'est la limite.
Il faut la limite,
ou sinon les gens ils profitent.
Sur les travailleurs : tu travailles sans preuves, y'a rien du tout.
Un jour, après, tu tombes malade.
Tu as du mal au corps. Ton corps, déjà, il commence à abîmer,
Eux ils vont te jeter aux poubelles, ils vont ramener l'autre.
C'est comme ça que les gens ils vivent...

C'est ça, l'humanité ? Ou c'est ça, la vie ?
Non, ça, c'est pas la vie !
Ça, c'est comme tu prends les gens – tu l'utilises, quand il est fini, tu jettes,
Il arrive plus à continuer, il arrive plus à fonctionner encore, il est déjà abîmé,
tu jettes sans droits, tu ramènes un autre encore.

Et pour ça, dans le travail, quand tu travailles, il faut réfléchir
comment tu dois travailler. Il faut faire attention, voilà, tu forces pas,
il faut bien regarder comment tu travailles.
Voilà : faut pas gâter ton avenir.

C'est pour ça : le travail il est bien.
Quand on travaille, on a le tout.
Le travail, c'est le plus fondamental de la vie des gens.
Mais le travail, c'est aussi autre chose : c'est bon parce que tu travailles,
tu gagnes, c'est mieux que si tu voles.
Mais pas comme les gens, il va te faire travailler pour rien.
Tu travailles, tu trouves sans preuves, sans loi, sans rien !
Tous les droits que tu dois trouver, t'arrives pas à trouver ça.
Parce que maintenant, même le chef connaît que tu travailles bien,
il connaît bien qu'à ton niveau tu as droit à beaucoup de choses –
Mais ils montrent pas ça, ils donnent pas. Ils savent que t'as pas de droits.
Parce que si t'as pas de moyens, tu peux pas faire quelque chose de ta vie
Pour manger, ou pour acheter des habits, ou bien, voilà...

Des choses que tu veux, t'arrives pas à trouver d'autres solutions.
Il faut que tu travailles. Ou sinon tu vas devenir clochard.
Ou tu vas devenir handicapé. Oui.
Parce qu'il y a beaucoup de gens dans les rues.
Ils parlent tout seul – la plupart, si tu vois 100%, presque 80%
c'est du triste de quelque chose qu'il y a dans sa tête,
il arrive pas à supporter, il est devenu fou -
Il est devenu comme des gens handicapés.
Parce que si tu travailles pas, t'as pas de l'aide, rien du tout,
t'as pas volé, tu vas devenir clochard.

Mais si tu travailles, quand même tu gagnes un peu, donc ça va.
Mais les gens, (le patron), ils savent ça, ils connaissent bien ça,
ta situation, si t'as pas de solution.
Il connaît les gens qui n'ont pas de papiers,
qui cherchent du travail,
quand il va te trouver, il va te donner du boulot.
Mais ce travail il est pas bon pour ta vie,
il est pas bon pour ta santé,
il est pas bon pour ton corps,
ça va faire mal partout.
La nuit quand tu es en train de coucher,
au matin, non ça va pas du tout.
Mais il sait, mais eux ils profitent
il veut que toi tu viennes faire ça - ils savent que ceux qui ont des papiers
ils ont des droits. Mais toujours ils vont dire que pour payer, ça fait beaucoup
Et ils cherchent moins cher – ils profitent.
Toi, tu gagnes pas, tu travailles, tu es fatigué tout le temps,
tout le temps, tout le temps, tu travailles,
tu gagnes pas.
Toujours tu es pauvre,
c'est lui qui gagne.
Parce que si toi tu gagnes 10€, il gagne 100€.
Mais si tu calcules bien, si c'est normal,
toi tu dois gagner plus que ça. Mais il te montre pas ça
parce qu'il t'a pas déclaré.

Toujours c'est lui qui gagne, c'est le patron,
et ce qu'il doit te donner, il donne pas.
C'est pour ça que le monde c'est devenu compliqué
c'est devenu peur.
Ça fait peur.

Parce que j'ai bien regardé, la mini-pelle, je calcule bien :
la mini-pelle, avec, tu tires la terre, elle pioche les cailloux,
les gravats, ou la terre,
ça là, y a deux leviers : l'autre à droite, l'autre à gauche -
Elle prend la terre, tu mets dans le camion.
Ça là, moi je rentre dedans, je fais marche arrière
j'ai avancé, je prends la terre je mets là-bas,
après, elle arrive pas à prendre la terre, elle a pas de force,
elle vient doucement, doucement, doucement,
elle arrive pas à soulever la terre.
Je sais que là peut-être, là maintenant, elle est fatiguée,
là où elle fume, là où il y a la pression, là où elle gonfle
parce que c'est la pression, là, je vois qu'il y a pas d'huile
elle a tout vidé l'huile, alors elle arrive pas à prendre la pression
pour soulever la tête de la mini-pelle, les godets pour ramasser la terre
pour vider là-bas.
Le mécanicien il est venu et il a changé,
comme ça il l'a changée et elle recommence.

Mais si c'est les gens, comment dirai-je,
si c'est les êtres humains,
là, qu'est-ce qu'ils vont faire maintenant ?
Tu manques de quelque chose dans ton corps,
si il dit qu'il va changer ça pour mettre une autre,
ça c'est fini.
T'arrives pas à fonctionner encore.
Même si tu fonctionnes, c'est pas comme avant.
Pas à 100%.
Tu es devenu moins.

Imagination morte imaginez

Judith Badiou

C'est un titre que j'emprunte à Beckett parce qu'il me semble refléter à la fois notre état subjectif, mental, sensible et parce qu'il contient une prescription « imaginez » que je voudrais mettre en œuvre pour simplement essayer de regarder autrement, sous un autre jour, trois situations qui nous hantent, nous troublent, ou au moins nous désarçonnent. Parce que toute position à leur endroit semble se réduire à devoir opter pour l'embrigadement dans un « camp » - ce mot dit déjà quelque chose d'insupportable – contre l'autre. J'aurai recours ce faisant à des éléments d'histoire, qui ne sont en aucun cas convoqués là au titre de « modèles », mais par besoin de repères qui aident à tracer les chemins de l'imagination.

Je parlerai donc de la guerre entre Russie et Ukraine, de celle entre armée israélienne et Hamas palestinien, et de la loi « immigration », qui désigne et cible sous ce nom une partie significative, populaire et ouvrière, de la population de la France.

Une première entrée dans ces situations pourrait être de remarquer qu'elles posent également problème à la politique que j'appellerai « officielle », celle de Macron et de ses différents gouvernements. Sur la guerre en Europe, la position que Macron a tenté de tenir, vainement, a été qu'il ne fallait pas se couper de Poutine, afin de pouvoir négocier avec lui. Avant de se transformer en nouveau valet de l'OTAN porteur de la volonté d'en découdre avec la Russie. Sur la guerre au Moyen Orient, il a proposé, sans le moindre écho en retour, une coalition internationale contre le Hamas sur le modèle de la coalition anti-État islamique en Syrie et en Irak. Sur la loi immigration, après avoir déclaré vouloir une loi « équilibrée » incluant de possibles régularisations de plein droit sur la base du travail, il a capitulé en rase campagne et laissé s'engouffrer les plus nauséabondes déclarations et propositions visant à faire de « l'immigration » une population de seconde zone destinée à être progressivement privée de droits fondamentaux. Je n'ai pas l'intention ici d'accabler Macron ou d'ironiser à bon compte sur ce qu'il y a de lamentablement inexistant, de coupé du réel, dans ces tentatives floues et vaines de tenir une orientation. Je voudrais plutôt souligner que ce qu'on pourrait appeler une fondamentale « désorientation gouvernementale » sur trois situations majeures, tant extérieures qu'intérieures,

d'une part ne s'est pas trouvée corrigée par des orientations alternatives fortes de la part de ses opposants ; d'autre part révèle à mon sens l'extrême difficulté de ces questions, qui résulte d'une situation générale d'ores et déjà très tendue, et où travaillent non pas la clarté mais la confusion et le chaos, parce que leur centre de gravité politique n'est pas ou peu identifié.

Commençons par l'Ukraine

A mon sens, plus cette guerre dure, plus il se vérifie que l'enjeu de cette guerre est la guerre elle-même, au sens où elle est le premier affrontement où se disposent des puissances susceptibles de généraliser la guerre en une guerre mondiale dont l'enjeu sera la nouvelle hégémonie sur le monde. A cet égard, la visite ostensiblement mise en scène de Xi Jinping à Moscou et plus encore le retournement de l'Arabie Saoudite passant alliance avec l'Iran, en dépit de son adossement à la puissance américaine, ont été des signes spectaculaires que peu à peu chaque Etat ayant un poids dans le monde évalue de quel côté il lui sera le plus bénéfique de se tenir en cas de conflit généralisé.

Que l'enjeu de cette guerre soit la guerre est attesté aussi **par l'absence, des deux côtés, de toute formulation de ce que seraient les conditions possibles d'une paix**. Habermas, se faisant l'écho d'une opinion allemande divisée, a souligné à juste titre cette absence de clarté. Dans ses termes, il posait la question ainsi : « Faisons-nous (nous, Européens) la guerre pour que l'Ukraine soit victorieuse ? Ou pour que l'Ukraine ne soit pas vaincue ? » Cette alternative n'est à mes yeux pas tout à fait claire, étant formulée du point de l'Union Européenne et des Etats-Unis.

Je dirais plutôt que ce qui ne s'explique toujours pas, ce sont les enjeux politiques de cette guerre, tant du côté du gouvernement ukrainien et de son chef Zelensky, que du côté de l'agresseur, une fois que Poutine a eu échoué dans ce qui était censé être un raid éclair renversant le gouvernement ukrainien. Le problème est que Zelensky s'est comporté quasiment immédiatement, après que de premières négociations avec Poutine aient échoué, comme le chargé d'affaires de l'OTAN – et nullement comme le dirigeant d'une résistance populaire indépendante.

La population ukrainienne se trouve aujourd'hui dans la terrible situation d'être prisonnière à la fois de l'armée d'agression russe - qui bombarde et massacre

désormais y compris des lieux de la vie civile, qui n'hésite pas à employer le gaz contre les soldats sur le front - et de la politique d'un Zelensky dont la tâche principale est désormais de faire durer la guerre. Tous les observateurs du front comparent la situation à celle de la guerre de 14-18, où tranchées contre tranchées la guerre consommait, tel un monstre jamais rassasié, les vies humaines par centaines de milliers et le matériel militaire. Or telle qu'elle est menée par celui qui s'affiche partout comme le commandant suprême ukrainien, cette guerre n'est pas conduite pour assurer une indépendance victorieuse de l'Ukraine, mais pour qu'un maximum de forces humaines et matérielles de l'armée d'agression aux ordres de Poutine s'y engloutisse. Elle serait déjà perdue, sans l'appui constant des Etats-Unis et de l'Europe en matériel militaire de toutes sortes, sans l'encadrement des instructeurs de l'OTAN, sans le blocus international visant à encercler et affaiblir les ressources russes. Et il semble néanmoins que toute possible victoire ukrainienne s'éloigne jour après jour un peu plus. Car ce ne sont jamais la guerre seule ni l'abondance du matériel militaire qui peuvent mettre fin à une guerre : il faut qu'existe une idée des conditions possibles d'une paix, et une force humaine qui porte cette idée.

Imaginons alors ce que pourrait être une résistance ukrainienne indépendante. Et ses objectifs. J'entends par là une résistance, y compris armée, qui aurait pour objectif de ne pas capituler devant l'invasion et l'occupation russe, mais de ne pas se rallier non plus à l'OTAN, c'est-à-dire à l'idée que l'Ukraine ne pourrait pas exister sans servir de base avancée contre la Russie à cette alliance militaire sous domination des Etats-Unis. Cette position pourrait se comparer à celle qu'ont porté, pendant la période de la guerre froide, les pays qui s'étaient désignés eux-mêmes comme « non alignés ». Ceci voulant dire qu'ils se refusaient au choix imposé par les deux grandes puissances impériales : rallier les USA à la tête du « monde libre », ou rallier l'URSS à la tête du « bloc communiste », pour reprendre les mots de l'époque.

Cette position serait très difficile à tenir, mais elle n'est pas impossible. Dès lors qu'on peut en former l'idée, en prenant appui pour cela sur de nombreuses séquences historiques où la guerre ou la lutte doivent se mener « *sur deux fronts* », sous peine de ne pas pouvoir tenir une figure d'indépendance véritable. Ainsi lors de la guerre d'agression japonaise et l'occupation de grandes parties de la Chine par le Japon au début des années 1920, la longue guerre populaire

conduite par le parti communiste chinois a dû à la fois pratiquer des épisodes de Front Uni avec le régime en place et l'armée du Kuomintang au pouvoir, et combattre aussi sur deux fronts : contre l'impérialisme japonais et contre le Kuomintang porteur des intérêts et des visées impérialistes britanniques et américaines sur la Chine. Dans la France occupée par l'armée nazie, résister a voulu dire s'opposer à l'occupant allemand et attaquer aussi le collaborationnisme pétainiste, sa milice. On notera que la capitulation hâtive du commandement militaire français abandonnant lâchement en 1940 des populations qui ont dû fuir dans la panique sur les routes, – ce qu'on a appelé « l'exode » - n'est jamais mis au débit de la politique de Pétain et de ses généraux, mais seulement au débit de l'envahisseur allemand.

Or les choix d'orientation politique en regard de la guerre ont toujours des conséquences énormes. Si Zelensky était un dirigeant réellement soucieux de sa population et de son pays, il aurait adopté fermement dès le début de la guerre une position revendiquant une figure de neutralité. Cette position aurait isolé la Russie dans son statut d'agresseur et placé la question de l'indépendance réelle de l'Ukraine au coeur du conflit. Elle aurait aussi permis de rallier en Russie même à la nécessité d'une coexistence pacifique entre les deux pays. Et elle aurait pu profondément modifier la conduite de la guerre : la protection des populations civiles aurait pu être le premier souci, avec l'organisation d'un repli et d'un recul sur le territoire ukrainien, au lieu de tenter de fixer et de défendre une ligne de front qui expose soldats et civils aux massacres. Au lieu de cela, la ligne de conduite - probablement imposée à Zelensky par ses « conseillers » américains - a rendu possible que le territoire de son pays se transforme en terrain d'affrontement entre l'armée d'agression russe et des puissances occidentales désireuses d'en finir avec Poutine et rêvant de mettre la main sur le potentiel immense de la Russie.

On a beaucoup glosé sur le nom d'« *opération spéciale* » que Poutine donne à cette guerre. Je rappellerai que la guerre coloniale menée par la France en Algérie s'est déployée sous un nom du même registre : « *opération de maintien de l'ordre* » ! Cela révèle dans les deux cas une représentation coloniale et méprisante à l'égard du pays attaqué. Mais cela manifeste surtout une incapacité à assumer devant sa propre population qu'il s'agit bel et bien d'une guerre. D'où la stupeur des « appelés » du contingent français découvrant à leur arrivée le réel

abject de la guerre coloniale. Tout gouvernement qui se lance dans cette sorte de guerre d'agression sait qu'il devra tôt ou tard rendre des comptes devant sa propre population, ne serait-ce que parce que c'est la jeunesse du pays qui doit se battre, en porter les blessures de toutes sortes, y donner ou y trouver la mort. Souvenons-nous que la capacité des bolcheviks en 1917 à conclure un armistice avec l'Allemagne et à négocier la paix n'a pas été pour rien dans le ralliement populaire au pouvoir des Soviétiques et à ses trois mots d'ordre : « Le pain, la paix, la terre. » Poutine doit déjà avoir recours à toutes sortes d'expédients pour trouver le « matériel humain » nécessaire à une guerre de longue durée : il a dû libérer de prison des criminels en échange de leur montée au front, il essaie d'enrôler de force ou par ruse des immigrants, il engage des mercenaires, il rappelle de nouvelles classes d'âge, avec en retour des désertions et des fuites hors de Russie. Ceci indique – outre les déclarations courageuses d'opposants - qu'il n'y a pas en Russie de conviction sans failles que cette guerre soit légitime. Côté Ukraine, on a pu voir aussi des images de jeunes gens essayant d'échapper à leur incorporation forcée dans l'armée ukrainienne. Et des hommes en âge de se battre se refusent à rentrer dans leur pays pour donner leur vie dans cette guerre ainsi menée.

Si aucune prise de position manifestant que l'Ukraine se refuse tant à être annexée par Poutine qu'à être incorporée au dispositif de l'OTAN ne se fait jour en Ukraine même, il n'y a aucune perspective que cette guerre débouche sur autre chose qu'une catastrophe plus vaste encore. C'est pourquoi il faut oser examiner librement cette situation, sans se laisser influencer par les blocs actuellement en présence, qui sont des figures dissymétriques en forces, mais très semblables dans leur vision des enjeux de la guerre – intégration à l'OTAN versus intégration à la Russie.

Palestine/Israël

Ce dernier point résonne en moi comme ouvrant un lien avec la situation actuelle de la guerre menée par l'armée israélienne sur le territoire palestinien de Gaza, assaut massif et effroyablement meurtrier dont l'objectif déclaré est l'extermination du Hamas, en représailles aux massacres et aux enlèvements de civils perpétrés par celui-ci le 7 octobre dernier sur le territoire israélien.

Dans le monde entier des gens se déchirent pour savoir si ce qu'a fait le Hamas est justifiable par la situation d'occupation coloniale et de répression menée par l'État d'Israël, ou si le danger représenté par les crimes du Hamas et l'hostilité palestinienne à l'existence d'un État juif justifient les bombardements exterminateurs sur la population palestinienne de Gaza et un siège militaire visant à l'affamer et à la détruire.

Le gouvernement d'Afrique du Sud, tout en condamnant le massacre du 7 octobre 2023 commis par le Hamas, a assumé la charge, hautement symbolique émanant de ce pays, d'une plainte auprès de la Cour internationale de Justice (CIJ) pour « *crime de génocide* » contre la population palestinienne de Gaza. Cette plainte a été accompagnée d'une dénonciation de « *la conduite d'Israël envers les Palestiniens durant ses soixante-quinze longues années d'apartheid, ses cinquante-six longues années d'occupation du territoire palestinien et ses seize longues années de blocus de Gaza* » [Le Monde, jeudi 11 janvier 2024].

L'affrontement sur les généalogies fait rage à nouveau : l'État israélien invoque les racines d'un peuplement juif millénaire dans la région, n'hésitant pas à transformer pour cela des récits religieux inscrits dans la Bible en pseudo vérités historiques enseignées à la jeunesse. Ce discours, couplé à l'invocation de l'extermination des Juifs d'Europe, vaut légitimation d'un droit absolu à occuper la totalité de lieux où vivent et que revendiquent comme leurs les Palestiniens. La résistance palestinienne rappelle l'intervention coloniale britannique dans l'imposition par la force d'un « foyer national juif » dans la région dès l'année 1917, les achats et spoliations de terres qui s'en sont suivies, l'implantation de colonies sans aucun respect des décisions internationales, les expulsions massives hors de terres cultivées, la destruction des maisons au bulldozer, les massacres contre les camps de réfugiés, le refus que les Palestiniens ainsi chassés et spoliés puissent revenir sur ces terres...

La haine appelle la haine, le meurtre le meurtre et il semble qu'un tel flot de sang entre deux populations rende toute coexistence et toute paix impossibles. L'idée de la coexistence de deux États n'a aucune consistance, parce qu'aucun État ne peut préexister à, ni se substituer à, la consistance d'un pays. C'est bien pourquoi cette hypothèse est une couverture hypocrite visant à temporiser et dissimuler la profondeur du problème tout en continuant à couvrir les crimes de l'État israélien.

Car ce que révèle la situation depuis le 7 octobre 2023, c'est qu'il n'y a désormais dans cette région du monde aucun pays viable pour personne. Un pays ne peut pas vivre sous la menace constante de celles et ceux qu'il opprime : Israël devrait donc reconnaître que l'épouvantable attaque du Hamas atteste que les choses ne peuvent pas continuer ainsi. Qu'aucune muraille d'acier, aucune volonté exterminatrice de leur part comme celle qu'ils manifestent dans Gaza, n'effacera l'existence palestinienne et son droit. De leur côté les populations de Cisjordanie et de Gaza, privées depuis des années et des années de toute vie et circulation autonomes, de toute respiration, payant de leur sang, de la mort de familles entières, de milliers de jeunes et d'enfants, de l'emprisonnement interminable des révoltés, ne peuvent certainement pas admettre non plus que les choses puissent continuer ainsi.

Vouloir détruire purement et simplement l'État israélien est par ailleurs une hypothèse aussi absurde et vouée à l'échec que l'aurait été en Afrique du Sud la volonté de chasser tous les « blancs » du pays. Il y a désormais une histoire entremêlée, commune, fut-ce par l'apartheid et l'occupation, des palestiniens et de juifs dans cette partie du monde. Les Palestiniens eux-mêmes ont accédé à une conscience nationale face à l'agression et oppression israéliennes, et quant aux Juifs qui ont décidé de construire leur vie là, et qui ne sont pas, comme on le sait, la totalité des juifs, loin de là, ils sont en état de faire aujourd'hui un bilan de ce qu'aucune situation coloniale ne peut constituer la base viable d'un pays.

Il faut pouvoir imaginer qu'existe un seul pays qui ne serait plus fondé sur des catégories religieuses ou « ethniques » : ni arabes ni juifs, ni palestiniens ni israéliens. Un pays qui porterait un nouveau nom et où chacun devrait vivre avec les mêmes droits.

Il existe en Palestine même une organisation, « One Democratic State Campaign », fondée en 2018 à Haïfa par des militants palestiniens et israéliens, qui en appelle à la résurrection de l'idée d'un seul État. Voici un extrait du Préambule de leur Manifeste (dont le texte peut être trouvé sur leur site) :

“The One Democratic State Campaign (ODSC) was launched by Palestinian and Israeli Jewish activists, intellectuals and academics in early 2018 in the city of Haifa. It aspires to cooperate and coordinate with individuals and groups, inside and outside historic Palestine, who seek to achieve liberation. We will work to transform our campaign into a broad popular movement, guided by a clear political program, a participatory and transparent grassroots

organization, and an effective strategy for achieving our goal of a democratic state throughout historic Palestine, inclusive, in which the Palestinian refugees and their descendants return home”.

Shlomo Sand, dans son dernier livre, « Deux peuples pour un État », imagine quelque chose de voisin, et rappelle qu’il a existé des tentatives de ce genre par le passé, qui ont été mises en minorité et écartées. Il souligne aussi que la volonté de partition de l’Irlande entre catholiques et protestants, partisans de l’Union avec l’Angleterre et partisans de l’indépendance a été à l’origine d’une très longue et très sanglante guerre fratricide. Jusqu’à ce que la mort ait exténué tout le monde et que le désir de paix soit devenu le plus fort.

La difficulté me semble être qu’on ne peut pas commencer par la question d’un Etat commun, parce que le processus d’émergence de la possibilité d’un tel Etat repose sur de nouveaux rapports entre les différentes composantes des populations concernées. **Seul le désir d’un pays partagé et la clarification de ce que cela exige en matière de droits et de respect des conditions de vie de chacun peuvent engendrer un processus étatique nouveau.** Genêt écrivait dans « Un captif amoureux » que le malheur des Palestiniens était d’avoir été pris dans le rêve d’un autre peuple. Alors il faut commencer par changer de rêve, rêver ensemble d’un tout autre pays en partage.

Une loi « immigration » en France ?

Un pays où chacun vivrait avec des droits égaux, où il n’y aurait plus arabes et juifs, israéliens et palestiniens, voilà qui crée pour moi un lien avec la situation en France depuis la loi du 26 janvier 2024. En dépit d’une différence évidente mais dont il faut prendre toute la mesure : c’est ici que nous vivons ; ici que, de ce qui a lieu, nous sommes directement comptables. Ce que nous sommes à même d’imaginer, ou pas, délivre des conséquences : faites de pensées et d’actes.

Or nous avons été étouffés pendant des mois sous une multitude de débats et d’interventions nauséabondes, déclenchés par le projet de ce que tout le monde a appelé sans vergogne, ou sans y penser davantage, une « loi immigration ». Ce nom en lui-même est préoccupant parce que c’est une population globale en même temps que non définie, qui est désignée comme cible. C’est à la fois imprécis : Qu’est-ce que « *l’immigration* » ? Des gens qui arrivent en France ? Des gens qui ont l’intention d’y arriver et n’ont pas encore fait le premier pas en

ce sens ? Des gens qui sont déjà là depuis des années et qui y vivent et y travaillent en toute régularité, ou qui y ont été au contraire maintenus sans papiers par le dispositif législatif du CESEDA ? Des gens naturalisés français mais qu'étrangement, comme le pratique l'INSEE dans ses statistiques, on continue de désigner et de comptabiliser comme « *immigrés* » - ce qui est très problématique : jusqu'à quand des statistiques continueront-elles à identifier sous une catégorie spéciale des gens qui administrativement sont purement et simplement français ? Et c'est étonnant au plan juridique : Est-il réellement possible qu'une loi cible ainsi un tel ensemble ? Pourrait-on, sans sursauter, sans se souvenir de rien, voir surgir une loi ciblant « les handicapés », ou « les tziganes », ou « les malades mentaux » ?

L'extermination des Juifs d'Europe par les nazis nous avertit que toute loi constituant juridiquement une population pour en faire sa cible est d'esprit criminel. Une loi appelée « *loi immigration* » est donc inacceptable. Elle l'est d'autant plus que ceux et celles que cette loi vise n'ont aucun droit à la parole sur des droits qui concernent leur propre vie. Elle a pour objectif de répandre le poison d'une extériorité supposée et suspecte de toute une population qui travaille et vit ici, en traçant une frontière intérieure entre personnes originaires du monde hors Europe et les autres.

Les justifications les plus courantes des préconisations scandaleuses qu'affiche cette loi ont été combattues. On a pu lire, et c'est une excellente nouveauté, des prises de position raisonnables d'historiens et de géographes, rappelant que le monde actuel est un monde où des déplacements de population sont la règle, parce que ce monde est fait de guerres, de dérèglements climatiques, de persécutions identitaristes, de dictatures dévastatrices, et aucune région du monde n'en est exempte.

On a pu lire aussi des prises de position, non seulement raisonnables mais inquiètes et indignées, de médecins et de personnel soignant hospitalier rappelant que la santé publique est un tout et que dénier le droit de se soigner à des personnes en raison de leur situation administrative est non seulement contraire au serment d'Hippocrate fondateur de leur profession, mais encore un bien mauvais calcul par ses répercussions inévitables sur la santé globale d'un pays.

Des professionnels de l'enseignement du français aux étrangers et des chercheurs dans ce domaine ont formellement démontré qu'est dépourvue de

tout fondement scientifique l'imposition de l'apprentissage de la langue française comme préalable à l'intégration, et rappelé le caractère bien plus important à cet égard de l'accès au travail.

Se multiplient les avis éclairés de statisticiens qui dénoncent, chiffres à l'appui, la fausseté des allégations selon laquelle les personnes qui arrivent en France et y demeurent dépourvues de titre de séjour seraient responsables de rien moins que de la ruine de notre système social. D'autres encore démontrent qu'en fait « d'appel d'air », il n'y a jamais eu la moindre brise, et que d'ailleurs, lorsque les gens le peuvent, ce n'est pas en Europe qu'ils choisissent prioritairement de venir. Plus intéressantes encore sont les études qui attestent que ce ne sont pas les opinions qui forgent les discours politiques, mais que le mouvement est toujours inverse : ce sont les discours politiques « d'en haut », dès lors qu'ils émanent d'autorités étatiques, administratives ou politiques, qui façonnent les opinions.

Ce dernier point permet de comprendre pourquoi toutes ces interventions, raisonnables, justes et vraies, ne parviennent pas à interrompre le vaste coassement qui émane de lieux où nous sommes, dit-on, représentés - l'Assemblée Nationale et le Sénat -, des lieux où se répète en boucle : « De la fermeté ! De la répression ! Trop c'est trop ! Maintenant il faut des actes ! Expulsons ! Enfermons ! Interdisons ! » Les sondages n'y vont pas de main morte non plus : chaque jour on apprend que davantage de « Français » (espérons de Vrais-français, des « de Souche », car s'est-on bien assuré, avant de le sonder, du nombre de générations de Français dont est sorti le Sondé ?) déclarent que « l'immigration » est un problème. Bientôt on cherchera vainement quelqu'un pour qui « l'immigration » n'est pas un problème. D'ailleurs si on posait la question ainsi, que se passerait-il ? Ce serait certainement intéressant. Car les sondés ne sont pas idiots. Ils savent très bien qu'en effet « l'immigration » est un problème, et d'abord pour leurs représentants, puisque c'est ce que nombre de leurs élus et élues leur cornent aux oreilles, avec des accents de plus en plus pathétiques et catastrophistes année après année. Mais surtout parce que tout le monde sait, à un titre ou un autre, que toute position prise sur ce point est une pierre de touche, un plan d'épreuve révélateur de ce qui est en jeu aujourd'hui dans l'organisation collective de la vie.

À mon sens, ces énoncés réactionnaires et régressifs peuvent se donner libre cours d'abord parce que nous n'avons aucune imagination collective quant à ce qu'est et pourrait être ce pays, la France, où nous vivons ensemble. Comme l'énonçait avec beaucoup de justesse une assemblée de l'École des Actes : « *Dans le monde aujourd'hui, il n'y a pas de pays qui ne soit pas immigré* ». Ce n'est donc pas sur l'immigration que doit porter la discussion, mais sur l'identification du pays, et c'est le pays lui-même qui doit être subjectivement pensé et porté comme « *immigré* ». Dit autrement, un pays n'existe que si y sont comptées et traitées dans un principe d'égalité de droits toutes les personnes qui y vivent, y compris celles venues d'ailleurs. Il n'existe aucune définition possible d'un pays par des traits qui lui seraient « essentiels », ou propres à une partie de sa population, à l'exclusion des autres. La seule chose qui donne vie à un pays, c'est la façon dont sont comptés et considérés l'ensemble réel des gens qui y vivent, et ce qu'ils s'avèrent capables de construire ensemble au service d'un bien commun. Sinon, ce sont racisme, expulsions, rafles, dictature et pogroms. L'Inde de Mōdi en est un terrifiant exemple, parmi d'autres.

Certains enragés ont osé déclarer : « Si la Cour Européenne des Droits de l'Homme peut nous empêcher d'interdire, d'expulser, de réprimer, alors donnons la parole 'au peuple' et changeons la Constitution ! » C'est extrêmement grave car il s'agirait de réduire l'accès à certains métiers aux seuls « nationaux », et de réduire, voire détruire, l'égalité d'accès à l'ensemble des droits sociaux (famille, soins, chômage, retraite...) pour des personnes de nationalité étrangère qui vivent et travaillent ici parfaitement en règle. Autrement dit, de détruire l'égalité des droits comme norme de la vie collective. Ce que le Sénat a commencé à faire lors de l'examen de la loi et qui avait été encore aggravé par la Commission mixte paritaire, avant la censure du Conseil Constitutionnel.

En manipulant nos peurs, on nous explique qu'il faut pouvoir expulser tous les criminels en puissance, et que la loi actuelle ne le permettrait pas. On a pu entendre un sénateur exposer benoîtement que si quelqu'un veut nous nuire, « c'est normal » de vouloir et de pouvoir le chasser hors de France. Les mêmes voulaient faire de l'absence de titre de séjour français un *délit*, susceptible de condamnation et de prison. Ce qui ouvrirait ensuite à ce que nos gouvernants appellent « expulsions », mais qu'il faut renommer « déportations », s'agissant

de personnes qui vivent et travaillent ici et ne peuvent ni ne veulent repartir. Déjà à l'heure actuelle, le simple fait de se maintenir sans papier sur le territoire français est déclaré constituer un « *trouble à l'ordre public* ». Cette catégorie juridiquement non définie est pourtant le seul fondement à l'existence des OQTF, ces « *obligations de quitter le territoire français* » délivrées sans aucun jugement par la police depuis ses préfectures. De ce soi-disant « trouble à l'ordre public », prononcé sans qu'aucun trouble réel n'ait lieu, va-t-on conclure à la volonté de nuire ? Ce serait totalement ignoble et illégitime.

Plus largement, tout le pan répressif de la loi « immigration » articulé sur cette notion de trouble ou menace à l'ordre public pose de très sérieuses et graves questions, sur lesquelles j'espère que des juristes se manifesteront et s'engageront. Si le problème est « la volonté de nuire », on ne peut certainement pas imputer cette volonté à des sans papiers qui travaillent et ne cherchent qu'à travailler déclarés. Par ailleurs en quoi deux attentats perpétrés par deux jeunes gens appartenant à des familles d'origine étrangère peuvent-ils déterminer ce que doit être une loi qui va s'appliquer à des milliers de gens qui n'ont pas le moindre rapport avec de telles actions ? Que je sache, il existe dans ce pays des gens tout à fait français qui sont à l'œuvre dans l'intention de nuire et commettent toutes sortes d'actions nuisibles. La « double peine » serait-elle la solution miracle pour en finir avec le crime ? Va-t-on alors les expulser eux aussi ? Mais où ? Qui voudrait de « nos » criminels ? Police et justice sont-elles si incapables de prévention et de protection pour n'avoir comme solution que de prétendre renvoyer les coupables hors des frontières ?

Imaginer, c'est aussi s'interroger : demandons-nous pourquoi il y a dans le CESEDA autant d'articles de loi destinés à *ne pas* donner de papiers aux immigrants qui arrivent en France. Et pourquoi il y a une telle opposition à l'idée d'introduire dans la loi actuelle un principe de droit au séjour pour les personnes sans papiers qui travaillent bel et bien dans et pour ce pays.

La réponse à ces deux questions est simple. Elle paraît absente, elle est cachée, ou très minorée, mais en réalité, en réfléchissant un peu, tout le monde la connaît : la base ouvrière des métiers les plus durs, les moins recherchés, est composée de toutes ces personnes que le CESEDA a la bonne idée de transformer en sans papiers, c'est-à-dire en ouvriers et ouvrières corvéables à merci et ne pouvant bénéficier d'aucun des droits du travail. Pain béni pour les

patrons, des plus petits aux plus gros que la sous-traitance autorise à tous les trafics « légaux » en matière de main d'œuvre. Cette situation est-elle bonne ? Certainement pas. Tout ouvrier clairvoyant vous dira que les conséquences en sont une détérioration générale des conditions de travail et des droits du travail, tellement les patrons s'habituent à employer une main d'œuvre sans droits.

Comment intervenir sur cette situation ? Non pas en discutant indéfiniment sur régularisation ou pas régularisation – ce qui se termine toujours par un tri sinistre et aucun droit nouveau, ni reconnaissance nouvelle. Mais en soutenant que devrait exister le principe d'une autorisation de travail délivrée de plein droit à tout arrivant ou arrivante qui en fait la demande, afin qu'il/elle puisse légaliser sa présence ici, chercher du travail et travailler déclaré/e. Dans ce cas il/elle cotisera, comme tout le monde, et devra donc avoir un accès égal aux droits sociaux, qui ne sont en rien un cadeau (de qui ?) car ce sont principalement les cotisations liées au travail qui fondent matériellement ces droits pour tout le monde.

Personne, et surtout pas les Macronistes qui sont à la tête de cet État, n'imagine plus qu'on puisse donner à l'État une orientation qui soit au service d'un bien commun. Le service des intérêts dominants et ce que peut être et faire un État ont fusionné à un point tel que l'État est désormais un navire à la dérive, à prendre par n'importe quel aventurier - Macron n'aura été que le premier. La loi du 26 janvier 2024 atteste qu'aujourd'hui l'État peut tracer une frontière intérieure et placer en extériorité une partie de la population de ce pays sans que personne s'en émeuve.

Mais cette absence de prescription sur l'État est notre faiblesse à nous tous, qui ne sommes pas l'État. Il y a là une capitulation collective : l'abandon de toute volonté de formuler des prescriptions sérieuses en regard de l'État et de ses tâches. Or si rien ne prescrit l'État dans le sens d'un bien commun, il n'est plus rien que sa propre existence policière au service des puissances dominantes.

Si l'on ne veut pas se taire ni se laisser enfermer dans des positions défensives et faibles, la proposition est de mettre le doigt sur le fait que ce qui n'est pas fait pour ces étrangers que la loi persécute n'est en réalité assuré correctement par l'État pour personne.

Examinons et tentons d'imaginer : Si on ne peut pas loger correctement les demandeurs d'asile qui arrivent, ce n'est pas – comme on nous le serine - qu'il y

aurait des quantités effroyables de demandeurs d'asile, c'est qu'il n'y a pas assez de logements, y compris pour des personnes déjà là et en situation difficile, et aussi que les logements existants sont devenus beaucoup trop chers, y compris en HLM.

Prescrire l'État sur ce point aurait pour contenu l'exigence de régulation des loyers ; la construction de logements populaires d'un type nouveau, prévoyant un accueil pour les immigrants ; le calcul des loyers dans les logements dits sociaux en fonction du montant réel des ressources des personnes qui y vivent : au lieu d'exiger comme c'est le cas actuellement que les personnes fassent la preuve de ressources égales à 3 ou 4 fois leur salaire, faire en sorte que le loyer demandé ne dépasse pas le tiers ou le quart du salaire ou des ressources de la famille.

Si on ne peut pas scolariser et former correctement les jeunes mineurs qui arrivent, ce n'est pas non plus qu'ils seraient trop nombreux, c'est que l'Aide sociale à l'enfance et l'école publique dysfonctionnent gravement dans leur prise en charge de l'ensemble de la jeunesse populaire de ce pays. Le souci de l'État n'est plus que celui des « élites », qui n'ont aucun besoin de l'école publique pour former leurs enfants.

Prescrire exigerait : de rétablir entièrement le droit du sol pour les enfants nés ici de parents étrangers ; d'en finir avec l'encadrement policier répressif de la jeunesse des quartiers ; de mettre fin à la discrimination que représente, sous couvert de « laïcité » l'interdiction du foulard et de l'abaya à l'école publique ; de veiller à ce que chaque enfant puisse choisir et avoir la formation qu'il désire au lieu d'enfermer cette jeunesse dans des voies sans issue ; de donner aux parents les moyens de veiller sur leurs enfants en proscrivant, en particulier pour les femmes, des horaires de travail qui rendent ce suivi matériellement impossible.

De même, quand on parle de supprimer l'Aide médicale d'État (AME) et d'interdire la gratuité des soins pour des personnes malades en situation irrégulière, c'est que déjà on limite plus largement cette gratuité en supprimant l'accès à la CMU(C) pour beaucoup de personnes qui en bénéficiaient jusque-là - ce qui revient à augmenter sans cesse la part des mutuelles payantes dans le remboursement des soins, au point que des personnes ne peuvent plus se soigner, faute de pouvoir payer de telles sommes.

Prescrire serait revenir à ceci : la CMU, comme son nom l'indique, est une couverture maladie « universelle », elle doit donc pouvoir bénéficier à toutes et

tous – aucun besoin du statut spécial de l'AME ; il faut maintenir la complémentaire publique (ex CMU/C) pour toute personne dont le salaire ou les ressources sont inférieures au SMIC ; et, dès lors qu'une personne peut présenter 3 fiches de paie attestant de son travail, elle doit pouvoir obtenir une carte vitale. Ces quelques propositions sont issues de premières enquêtes sur des difficultés réelles de la vie de gens parmi les plus pauvres dans ce pays. Elles sont provisoires et demandent de beaucoup discuter pour les préciser encore et les approfondir. Mais la méthode proposée est claire : regarder la situation avec d'autres lunettes et inverser catégoriquement le diagnostic. Dire clairement que désigner les étrangers sans papiers comme jouissant de toutes les faveurs (!) et cause par conséquent de tous nos maux et de tous nos manques, ce n'est que mensonge misérable et imposture. Mensonge et imposture qui permettent de laisser perdurer un état de choses détestable pour tous, en détournant l'attention sur « l'immigration ». Voilà pourquoi les réponses aux sondages ont raison : l'immigration est un problème. Mais cela ne signifie pas que ce sont les « immigrés » qui sont un problème. Le problème c'est la façon dont sont traitées des familles ouvrières et pauvres de ce pays, toutes leurs jeunesses aussi.

Des projets politiques criminels d'envergure se manifestent, certains encore à l'état de rêveries minoritaires dangereuses - comme les projets de l'AFD en Allemagne d'expulser étrangers et Allemands naturalisés -, mais d'autres à travers des figures de gouvernements élus. Cela effraie. Ce qui nous effraie, je crois, c'est notre propre passivité, notre inertie, face à des mesures qui entament chaque fois plus gravement la vie de personnes qui ne font pourtant à nos pays que du bien, par leur travail et par l'exemple qu'elles nous donnent du courage de vivre. En dépit des tracasseries et persécutions qui leur sont infligées, en dépit des campagnes infâmantes et des lois hostiles qu'elles doivent endurer, rendues responsables de tout ce qui manque à tous. On doit pouvoir parler ensemble de tout cela, en parler vraiment. Peut-être en commençant avec ce qu'écrit Charles Bernstein dans « Of Time and Line » :

« Quand tu traces une ligne
tu ferais bien de t'assurer plutôt deux fois qu'une
de ce qui est dedans et de ce qui
est dehors & de quel côté tu te trouves, toi ».

D'un slogan à l'autre

Nicolas Boutin

Un slogan n'est pas un mot d'ordre. Nommons ici slogan une pratique de la langue *sans conséquence* et mot d'ordre une pratique de la *synthèse historique* par la langue. Si un mot d'ordre n'est pas un slogan, il peut le devenir. Analysons le passage de l'un à l'autre à travers trois exemples : un tiré de l'histoire communiste et deux exemples contemporains.

Dans sa brochure *À propos des mots d'ordre*, Lénine fait l'analyse de son fameux mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux soviets ». On pourra lire, sur ce point, le livre de Jean-Jacques Lecercle, *Lénine et l'arme du langage*, dont nous reprenons ici en grande partie la belle enquête. La brochure de Lénine est écrite après le 4 juillet 1917, date d'une grande manifestation de masse des ouvriers, soldats et marins de Petrograd, qui avait pour ambition de renverser le gouvernement. Le moment n'est pas venu, prévenait fortement Lénine et, de fait, la manifestation est un échec. Elle entraîne alors le renforcement du gouvernement par le désarmement des soldats pro-bolcheviques, l'interdiction de leurs journaux et le passage à la clandestinité de certains dirigeants bolcheviques dont Lénine. Que se passe-t-il alors quant au mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets » ? Il faut l'abandonner : le 4 juillet est un tournant qui périmé – temporairement, on le verra – ces mots. Avant la manifestation, les soviets étaient dans une position de pouvoir (bénéficiant de la protection du peuple, des ouvriers et des soldats) : la Russie post-tsariste était plus exactement dans une position de double pouvoir, d'un côté le gouvernement et, de l'autre, les soviets. Après la manifestation, le rapport de force s'est inversé : les socialistes-révolutionnaires et les menchéviques se sont alliés plus encore à la droite bourgeoise et, en bloc, cette alliance provisoire installe la contre-révolution comme répression. « Tout le pouvoir aux soviets » n'est plus un mot d'ordre juste, il est en passe, justement, de devenir un slogan. Ne décrivant plus l'état du rapport de force, il ne dit plus rien des possibilités réelles : tout le pouvoir ne peut simplement pas, après le 4 juillet, revenir aux soviets.

Prenons un second exemple, contemporain. Celui de la situation, en France, des sans-papiers dont le mot d'ordre émancipateur continue d'être aujourd'hui : « Régularisation de tous les sans papiers ». C'est un mot d'ordre qui naît à la fois de luttes et d'une situation étatique précises : d'abord

l'occupation de l'église Saint Bernard, par des hommes et des femmes dits « en situation irrégulière », puis leur expulsion violente. L'année suivante, en 1997, un processus de régularisation est engagé par le premier ministre Jospin. Les luttes qui s'ensuivent font alors émerger ceci : l'existence des sans papiers, en France, est une existence ouvrière. L'ampleur du travail sans papiers est mise au jour ; travail qui, pour la grande majorité, était déclaré (pour le détail, on lira « Autorisation de travail. Pourquoi ? » de Judith Badiou). Le mot d'ordre qui porte l'idée d'une « régularisation » prend alors tout son sens : une nouvelle réalité émerge qui est reprise par un processus étatique de régularisation, aussi restreint soit-il. Les choses ont aujourd'hui changé : aucune procédure de régularisation réelle n'est envisageable (d'autant plus empêchée par une fascisation des pouvoirs gouvernementaux) et l'emploi des termes mêmes de « sans-papiers » a basculé, dans une société également en voie de fascisation, dans la rhétorique du blâme, de la stigmatisation et du rejet. Que « tous les sans papiers soient régularisés », selon le mot d'ordre, n'est plus une possibilité réelle, les données de la situation étatique et historique ont changé – ces quelques mots sont devenus un slogan sans conséquence.

Enfin, un dernier exemple : « Nous sommes le vivant qui se défend » (ou, son homologue, « Nous ne défendons pas la Nature, nous sommes la Nature qui se défend »). L'analyse de ce slogan est différente dans la mesure où, né il y a peu, nous ne pouvons avoir de recul historique. Mais, à dire vrai, ce recul n'est sans doute pas nécessaire. Un tel slogan imprègne les collectifs de luttes écologistes, il se fonde théoriquement sur l'alliance structurante de l'humain et du reste du vivant. Sa forme est explicite et efficace : ce « nous », harmonie perdue (ou jamais encore trouvée) entre l'humain et le vivant, est le sujet politique du slogan – sujet politique, alors, des luttes écologistes. Cet irénisme pseudo-scientifique exacerbe l'oubli de la différence anthropologique, de la spécificité humaine : ce n'est pas comme vivant que l'humain détériore effectivement ses milieux de vie et ceux de ses réels compagnons du vivant, c'est précisément *en tant qu'humain*. Sa différence anthropologique, sur laquelle il y aurait beaucoup à dire, tient en ceci précisément qu'il se différencie dans le vivant par son inadaptation à son milieu naturel, sa néoténie intrinsèque, sa morphologie lacunaire : le fait anthropologique primitif n'est pas harmonique, bien au contraire, il réside dans la faille entre l'humain et le reste du vivant, avec lequel il est pourtant uni de fait. Sa rupture *est* sa modalité d'unification avec le vivant. Or dans cette rupture se joue l'existence de l'humain comme être

historique : l'humain est dans le vivant, sans nul doute, mais il est aussi jeté dans l'histoire. Si doit exister un mot d'ordre efficient pour la lutte écologique, celui-ci devra faire la part à cette situation historique au cœur de laquelle la lutte a lieu ; sinon et à nouveau, ses mots ne contiendront aucune possibilité réelle. Si donc le recul historique n'est pas nécessaire pour analyser la péremption d'un tel mot d'ordre, c'est précisément qu'il n'en est pas un, qu'il se présente dès son origine comme slogan. Et s'il n'est qu'un slogan c'est précisément parce qu'il est *anhistorique*, ce vitalisme contemporain fonctionne comme utopisme scientifique : ce n'est pas l'histoire qui périmé ce slogan, il se périmé de lui-même – à dire vrai, il n'a pas eu le temps de se périmé tant il est mort-né – par l'oubli immédiat, dès sa première formulation, de l'histoire. On voit ici que la différence entre mot d'ordre et slogan tient dans l'indication d'un possible, c'est-à-dire de ce qu'il y a à faire et de ce qui peut être fait : le mot d'ordre est *en travail*, il cherche à orienter ; le slogan, quant à lui, recouvre bien souvent un vide politique.

Le lieu d'énonciation du mot d'ordre est l'histoire, celui-ci ayant pour ambition la saisie exacte du moment historique et de ses possibilités réelles. Ce qui se joue dans le passage du mot d'ordre au slogan ou dans le passage d'un mot d'ordre à un autre, c'est l'histoire qui passe. Et le mot d'ordre en vient à n'être que phrase lorsqu'il est maintenu contre l'histoire, se conservant comme forme mais perdant son contenu. C'est la définition de la *phraséologie révolutionnaire*, à savoir le décalage entre la forme et le contenu – manière d'être catéchiste, répétition sans pensée. Cela ne signifie pas qu'un mot d'ordre s'use irrémédiablement, qu'une fois lancé, le temps le périmera forcément – il y a des mots qui valent toujours et d'autres que l'on abandonne temporairement. Ainsi de Lénine qui réaffirmera peu de mois plus tard, quelques temps seulement avant la Révolution d'Octobre : « Tout le pouvoir aux soviets ! ». L'histoire s'est à nouveau déplacée, le même mot d'ordre a encore valeur de clarification historique : le rapport de pouvoir peut tourner en faveur des soviets et il faut appuyer cette possibilité réelle. Le mot d'ordre a donc tout à voir avec la dialectique et la stratégie, liées dans cet immense art consistant à savoir quoi faire du temps. Dit simplement, il est un art du mot juste ; c'est la langue déployée sur le terrain stratégique. Le premier critère du slogan doit être son efficacité historique ; et un mot d'ordre n'est entendable et n'a d'effet réel que s'il est le résultat d'une « analyse concrète de la situation concrète » (Lénine), en

cela seulement il a valeur de *synthèse historique*. Il faut ainsi questionner le maintien du mot d'ordre « Régularisation de tous les sans-papiers » au regard du changement, en vingt ans, de la situation étatique. Devenant slogan, ce qui risque de se perdre dans le mot d'ordre auparavant exact – s'il n'est pas abandonné au juste moment –, c'est la vérité de la situation, le point de réel à partir duquel une vérité peut s'énoncer et une situation se déverrouiller. Ici, celle des travailleurs sans-papiers à nouveau sous le joug de l'État et maintenant de la menace fasciste.

Il ne s'agit pas de presser la langue et il n'y a sans doute pas de « science du mot d'ordre » ; chaque jour passé sans les mots exacts rend effectivement la tâche plus difficile, mais chaque jour gâché par la précipitation consomme les jours suivants et les rend déjà obsolètes. Il faut malgré tout être intolérant envers la langue sans conséquence quand elle prend les chemins de la politique. Un mot d'ordre ne vaut que s'il saisit par la langue ce qu'il en est du jour historique, lorsqu'il cherche la manière de dire ce qui est juste, au juste moment.

Pourquoi je suis carni-vaurien. Sur l'air du temps 1

Julien Ma Chi Yo

Beaucoup sont végétariens, voire carrément végans ; moi, je suis carnivorien. J'ai décidé de ne plus manger désormais que de la viande, à l'exclusion totale et absolue de toute forme de végétal – les herbes, les champignons, les fruits et les légumes. Quels sont en effet, je vous le demande, les êtres vivants les plus fragiles et les plus exposés à être dévorés sans merci de la planète ? Les végétaux, fixés au sol, figés dans leur être-là-et-pas-ailleurs, tout en bas de la chaîne alimentaire, n'étant pas même doués du mouvement qui seul leur donnerait une chance de sauver leur peau. Peut-on imaginer un traumatisme plus radical que celui de ne pas même avoir la faculté de fuir le bourreau qui menace, y compris lorsque ce dernier prend la forme de la plus tendre des souris mangeuses de graines ou de la plus comiquement disproportionnée des girafes ? Les êtres vivants non animaux sont les proies les plus persécutées de la terre. Même les animaux en apparence les plus inoffensifs, les bien nommés herbivores – littéralement : les dévoreurs d'herbe – les mangent sans pitié. La flore et la faune planétaire composent l'ensemble du vivant le plus universellement opprimé par la prédation du monde animal. C'est pourquoi je propose que nous soyons tous carnivoriens. Laissons les herbes, les fruits et les légumes tranquilles ! Militons pour un réensauvagement de la flore mondiale ! Que les animaux se mangent entre eux, c'est de bonne guerre, mais laissons les plantes innocentes à leur naïf batifollement naturel ! J'entends fonder une ligue de protection carnivorique du monde végétal. Quelques poireaux et navets m'ont déjà laissé entendre qu'ils étaient prêts à y former une délégation, voire à en prendre la direction... À bas l'animalité toxique ! Organisons un vaste plan de déconstruction de l'animalité dans l'ensemble du règne animal ! Non à l'exploitation éhontée du vert par le poil ! En un mot : à bas la société animarcale des vivants, c'est-à-dire la domination systémique du monde vivant par le monde animal. Pensez à toute l'herbe broutée depuis des millions d'années ! Sauvons les riantes prairies des impitoyables sabots des vaches ! Le moindre brin d'herbe a le droit le plus absolu à la considération la plus haute ! Les êtres sans cœur m'objecteront que les plantes ne sont pas des êtres sensibles ressentant la douleur, qu'elles n'ont pas de système nerveux assez élaboré pour cela. Las ! Que faites-vous donc de la sensibilité infra-sensible et par conséquent d'autant plus délicate des végétaux ? Croyez-vous donc qu'elle soit là pour laver

l'estomac des chiens ? Eh bien, je dis que non ! Mais jetons un coup d'œil plus attentif à la société naturelle de la faune et de la flore. On y découvre qu'à cause de l'Animal avec un grand A, la nature est depuis des dizaines de millions d'années semblable à un vaste hôpital.

Lisez donc ce qu'écrivait à ce sujet le philosophe et poète Giacomo Leopardi : « Entrez dans un jardin peuplé de plantes, d'herbes et de fleurs. Riant, tel que vous l'aimeriez. Dans la plus douce saison de l'année. Vous ne pourrez poser vos yeux nulle part sans y découvrir quelque tourment. Toutes ces familles de végétaux sont plus ou moins en état de souffrance. Ici, cette rose est blessée par le soleil, qui lui a donné la vie ; elle se plisse, se languit, se fane. Là, ce lys est cruellement sucé par une abeille, en ses parties les plus sensibles et les plus vitales. Pour fabriquer le doux miel, les industrieuses, les patientes, les bonnes abeilles infligent d'indicibles tourments aux fibres les plus délicates, massacrent sans merci les plus tendres fleurs. Tel arbre est infesté par une fourmilière. Tel autre par les chenilles, les mouches, les limaces, les moustiques ; celui-ci, blessé dans son écorce, est tourmenté par l'air ou par le soleil qui pénètre sa plaie ; celui-là est meurtri au tronc ou aux racines ; celui-ci a trop de feuilles mortes ; chez celui-là, les fleurs sont rongées, mordues ; chez tel autre, les fruits trop gâtés et piqués. [...] Vous ne trouverez pas une seule plante en parfaite santé dans ce jardin. [...] Pendant ce temps, vous massacrez les herbes sous vos pas, vous les écrasez, vous les broyez, vous en faites jaillir le sang, vous les brisez, vous les tuez. Cette jeune fille, si sensible et si tendre, arrache et rompt doucement quelques tiges sur son passage. Le jardinier émonde et taille savamment des membres sensibles avec ses ongles et ses outils. Certes, ces plantes continuent à vivre ; certaines parce que leurs blessures ne sont pas mortelles, d'autres, qui sont mortellement atteintes, parce que les plantes, comme les animaux, peuvent survivre ainsi quelques temps. En entrant dans ce jardin, le spectacle d'une telle abondance de vie nous réjouit l'âme et nous croyons y voir le séjour de la joie. Mais, en vérité, cette vie est triste et malheureuse ; chaque jardin est pareil à un vaste hôpital (lieu bien plus déplorable qu'un cimetière) et si ces êtres sentent ou, si vous préférez, sentaient, il est certain que pour eux le non-être serait de loin préférable à l'être. (Bologne, 22 avril 1926) » (*Zibaldone*).

Une révolution s'impose : renverser la société naturelle – humanité comprise – de façon à ce que l'être des vivants non animaux devienne enfin préférable à leur non-être. Révolution la plus radicale du vivant qu'on puisse imaginer. Pour

commencer, un sursaut de conscience des animaux humains s'impose. Combattons vaillamment le génocide des salades vertes et des potirons ! La peur doit changer de camp : ce n'est pas au blé et au maïs d'être terrorisé à l'approche des monstrueuses moissonneuses batteuses, mais au serial killer agricole ! Je demande solennellement à inscrire, à côté de la catégorie juridique du droit international de « crime contre l'humanité », celles de « génocide champêtre » et de « crime contre les jardins potagers » ! Ajoutons-y celle de « crime de rapine des arbres fruitiers » ! Les fruits seront désormais reconnus comme étant la propriété privée exclusive des arbres qui les produisent. « Mes fruits ! Ma liberté ! », défendent désormais les arbres fruitiers. Je proclame l'indépendance des tomates, ou bien la fin des haricots ! « Je ne suis pas une tranche de lard », dit la feuille de chou ! Quant aux aubergines, telles les actuelles femelles mammifères du genre Homo, elles nous jettent à la figure un fier et méprisant « ne nous libérez pas, on s'en charge » ! Pendant ce temps, quelques sillons de pommes de terre nouvelles s'organisent déjà clandestinement sous terre en armées de libération végétale ! Ah ! Votre pain trempé dans la ratatouille manque déjà cruellement à vos papilles gustatives ainsi qu'à vos estomacs avides ? Eh bien, comme disaient nos arrière-grands-parents pendant la guerre, « si t'as faim, mange ta main, et garde l'autre pour demain » ! La famine des herbivores et autres omnivores insatiables ne sera que justice naturelle universelle. Allons plus loin encore : je dis que la seule vraie lutte des classes, c'est la lutte biologique de la faune exploiteuse et de la flore prolétaire. Seules seront désormais tolérées, contrairement peut-être à ce qu'avancait Leopardi de façon un peu raide, quelques espèces d'insectes contribuant par leur butinage cabotin, à la reproduction des fleurs et autres plantes à fleurs. Mais attention ! Mort aux frelons asiatiques, ces vils envahisseurs ! La sécurité et le bien-être des végétaux doivent devenir les seuls critères, non seulement d'organisation de la vie animale, mais de sélection de leur existence ; du droit de vie et de mort des organismes gloutons. Pour commencer, mort aux bovidés ! Avez-vous jamais remarqué que le moindre plancher des vaches est souvent plus bourbeux que Verdun en 17 ? Pour guérir l'animalité de ses innombrables crimes d'agression gastrique, chaque animal aura désormais pour impératif catégorique de nouer un lien sensible, empathique – et même emphatique ! – avec les non animaux. En un mot comme en cent, les vivants non animaux doivent cesser d'être envisagés pas les animaux-sujets comme des objets de convoitise gastronomique et être enfin considérés comme des sujets vivants et sensibles à

part entière, détenant le droit le plus absolu de ne pas être dévorés – que ce soit tout cru ou tout cuit !

Penseurs du vivant, théoriciens du rapport sensible, affectif, libidineux et harmonieux à la nature, encore un effort pour défendre les êtres vivants les plus opprimés de l'histoire naturelle universelle. Au fond, il suffit d'admettre comme principe d'orientation générale que tout ce qui produit de l'oxygène est bon, et que tout ce qui produit du CO₂ est mauvais. La flore est bonne ; la faune est mauvaise. On reconnaît l'éthique – la vraie ! – du respect de la vie à la place centrale qu'elle ose donner à la défense de la moindre brassée d'herbe folle et sauvage. La seule bonne éthique est celle du respect des mauvaises herbes ! Protection inconditionnelle du chiendent ; sauvetage des fruits, des légumes et des champignons de l'enfer des sucs gastriques ; refus de toute transformation des arbres en meubles Ikea : telles sont les principales tâches de la grande Cause de notre temps. Et encore : on n'a pas abordé ici le cas lamentablement sous-estimé de la moisissure et de la pourriture...

L'effondrement et ses idéologues. Figures et logique de l'idéologie 1 Nicolas Boutin

Cet article est le premier d'une enquête en plusieurs épisodes sur la logique et les figures des idéologies contemporaines. Comme toute enquête qui commence, elle ne connaît pas sa conclusion ; à chaque épisode, il faudra considérer les résultats comme temporaires, toujours prêts à être relancés, déçus ou bien confirmés. Autrement dit, cette enquête est l'exposition d'un travail en train de se faire : c'est une tentative précaire, mais qui semble nécessaire tant le terme d'idéologie est aujourd'hui galvaudé, employé sans plus aucune conséquence. Le mot sert essentiellement à disqualifier tout type d'adversaire, politique ou théorique – « idéologie » est devenu le mot pratique de la dénégation et de la disqualification. Elle se retrouve alors confondue avec le mensonge ou bien l'erreur. Mais les choses sont plus compliquées, l'idéologie n'est pas une chimère, une illusion ou inconscience, et la pensée qui ne comprend pas le fonctionnement réel de l'idéologie est aussi sclérosée que celle-ci, incapables, l'une comme l'autre, de s'accrocher solidement au réel.

Si une enquête ne connaît pas sa fin, elle est malgré tout soutenue par une première intuition qui la lance – celle qui l'a rendue nécessaire pour l'enquêteur. Voici la nôtre : l'idéologie est un opérateur de falsification sans être mensonge ou erreur, elle ne dit pas le réel mais ne le masque pas totalement. Autrement dit, quelque part, l'idéologie s'accroche au réel pour en donner une image pourtant déformée ; il faut alors comprendre comment elle s'y accroche, comment elle manœuvre dans le réel et cherche à le modifier, et avec quelle force elle s'empare de nos subjectivités. Est-ce qu'à la fin de l'enquête nous devons définitivement abandonner le terme d'idéologie pour notre camp ? Est-ce qu'elle est nécessairement un concept inutilisable positivement ? Autrement dit, est-ce que l'idéologie est toujours une figure de la fausseté ? Nous n'en savons encore rien : il nous faudra confronter l'idéologie à l'idée ; nous confronter à des penseurs s'étant déjà proposés de la définir, comme Althusser, Marx, Debord ou Gabel ; faire varier les analyses selon l'objet d'étude : la guerre, l'amour, l'économie ou encore le langage.

Ce premier épisode est consacré à la très influente figure idéologique de l'effondrement, il est librement inspiré par la pensée de Guy Debord, le suivant traitera de la question du « spectateur », nous passerons ensuite à la question du langage avant de s'intéresser à l'idéologie en temps de guerre, nous en

viendrons alors à Althusser et aux Appareils Idéologiques d'État... Aucune promesse ne peut être faite quant à l'ordre et la trame exacte de cette annonce, mais nous maintiendrons l'exigence d'une fin, qui viendra lorsque nous aurons le sentiment de pouvoir présenter quelques résultats définitifs.

*

À l'aune de ces augures malheureuses que sont les dérèglements planétaires et leur lot de catastrophes, ainsi que la menace nucléaire portée par l'accélération et l'intensification des conflits entre États, *l'effondrement est aujourd'hui à la mode*. Saturant les discours scientifiques, politiques et médiatiques, le sentiment d'une fin du monde imminente semble s'être ancré dans les consciences – surtout celles des jeunes générations –, si bien qu'il devient difficile de ne pas l'imaginer ou du moins de ne pas y penser. Il ne s'agit ni de nuancer et encore moins de nier la singularité des dangers de notre temps, mais de comprendre que l'effondrement est moins une description objective du réel qu'une *manière de poser le problème*, c'est-à-dire qu'il ouvre un régime discursif à l'intérieur duquel sont traités ces dérèglements et ces menaces. L'effondrement est une certaine mise en récit de notre contemporain ; et ce récit a des effets tout à fait concrets sur le réel et sur l'horizon politique. Commençons donc par nommer *effondriste* cette idéologie qui traite le réel contemporain en lui imposant le récit d'une imminente et nécessaire catastrophe.

L'apocalypse selon Saint-Donald et les bunkers

Il est notable que cet effondrisme ne soit pas circonscrit à un courant politique, qu'il navigue de droite à gauche, du parlementarisme à l'extra-parlementarisme ; et si, bien souvent, on ne parle pas du même effondrement, le mot est à la bouche de chacun : effondrement des conditions de vie sur terre, effondrement de civilisation, effondrement de la société thermo-industrielle, effondrement dans la guerre civile, etc. Au cœur de cette inflation d'usage du terme d'effondrement, l'un des effondristes en chef est l'ancien président américain, Donald Trump. Dans son discours d'investiture de janvier 2017, il joue avec ce spectre de l'effondrement parcourant les esprits de chacun : après

avoir détaillé l'état de décadence qui nous mène vers l'effondrement de civilisation, c'est-à-dire après avoir évoqué cette « réalité différente » des gens piégés dans la misère des quartiers défavorisés, ces usines désertées et délabrées qui sont « les pierres tombales dans le paysage de notre nation », mais aussi le système éducatif déclinant, les crimes, les gangs et la drogue – toute cette barbarie qui spolie des vies –, après tout cela, il conclut : *nous sommes à l'aube d'un nouveau millénaire*, référence tout à fait réfléchie au livre de la Révélation, l'Apocalypse de Jean. L'ancien monde se termine et pourra tout à fait se finir dans le fracas et la guerre civile, avant que le président ne sauve l'Amérique et l'Amérique le reste du monde. Quelques mois après, le Vatican attribuera à Trump sa juste dénomination effondriste : « géopoliticien de l'Apocalypse ». L'Apocalypse selon Saint-Donald, donc¹. Et dans les jours qui suivent son investiture, les ultra-riches de la Silicon Valley organisent leur départ vers le Sud pour « fuir une apocalypse mondiale ». Or que vont-ils faire dans le Sud, notamment en Nouvelle-Zélande, ces très riches ? Principalement, ils vont y faire construire des bunkers.

Le bunker, ou l'abri anti-atomique, est la matérialisation paradigmatique de l'idéologie effondriste, sa traduction dans le réel ; disons qu'il est l'architecture de l'effondrisme, la maison de la survie². Ces abris commencent à être en vogue dans les années 60, aussi bien à l'échelle des États qu'à celle des individus : dans son Message sur l'état de l'union en 1962, le président Kennedy annonce le « premier programme sérieux d'abris de la défense civile » qui a pour projet la construction de cinquante millions d'abris, notamment dans les écoles et les hôpitaux. Et cette organisation de la survie est en route, au même moment, en Allemagne, en Suisse, en Suède et évidemment en U.R.S.S. La prolifération, sous-terre, de ce nouvel environnement urbain, qui est alors la marque de la menace nucléaire durant la guerre froide, participe à la formation et l'intégration des règles de la survie à même les corps et les esprits. L'État devient le grand planificateur de la survie. Mais le bunker n'est pas l'apanage de l'État : au même moment, le courant dit « survivaliste » commence à s'unifier, cherche sa pensée propre et prend ainsi de l'importance. Se méfiant de l'État quant à sa capacité à assurer la survie de chacun, des groupes d'individus s'en remettent alors à eux-mêmes, achètent ou construisent leurs propres abris. Deux principes guident ce survivalisme : l'autodéfense et l'autosuffisance. C'est-à-dire

¹ Pour plus de détails, on pourra lire *La poésie du futur* de Srećko HORVAT (Zulma, 2021).

² Quand bien même il pourrait évidemment être un programme conséquent de protection des populations.

d'un côté, la méfiance voire le rejet de l'interdépendance ou de toute figure d'entraide, et de l'autre, un déplacement de la menace de la catastrophe à son voisin – il va me falloir refuser l'entrée dans mon abri à tous ceux venant de l'extérieur, qui sont devenus le véritable danger. Autrement dit, le bunker me permet à la fois de me suffire à moi-même et de me protéger des autres.

Le survivalisme est un exemple tout à fait révélateur de l'effondrisme actuel et le départ des riches de la Silicon Valley suite au discours de Trump marque la consolidation contemporaine d'une telle idéologie. Il y a d'ailleurs fort à parier qu'au moment où la réalité d'une nouvelle grande guerre devient de plus en plus tangible, on assiste à un retour d'une bunkerisation des discours étatistes. Appelons donc *idéologie effondriste survivaliste* une première forme de l'effondrisme contemporain, dont on voit que peuvent y participer des acteurs aussi divers qu'un président américain, des auto-entrepreneurs et ingénieurs de la Silicon Valley et finalement tout individu un tant soit peu pris dans la peur du monde, et qui alors organise lui-même les conditions de sa propre survie. Mon intuition est que cette figure idéologique est tout à fait influente et qu'elle tend à s'élargir et s'intensifier, tant au niveau des politiques étatistes qu'à l'échelle des subjectivités de chacun. Cette première forme de l'effondrisme a un triple contenu : 1) il opère selon une *privatisation* de l'effondrement : conjurer la menace devient la tâche d'un consommateur qui doit, dans son bunker, accumuler les denrées qui lui permettront de survivre le plus longtemps possible ; 2) il assume *l'inégalité* à l'intérieur de la survie elle-même : ce sont les ultras riches de la Silicon Valley qui peuvent réellement se mettre à l'abri ; 3) le problème de l'effondrement est réduit à un *antagonisme individuel*, à des intérêts égoïstes conduisant potentiellement à un affrontement armé³. En bref, l'effondrement qui vient n'est pas envisagé comme un événement à éviter : on s'y prépare par renforcement de l'individualisme marchand. Ce qui ne devrait donc pas s'effondrer alors, pour ces survivalistes, c'est la logique capitaliste elle-même.

Le plan d'inconséquence : fin du monde ou fin du monde ?

L'idéologie n'est pas un discours sans conséquence, les exemples le confirment ; au contraire, elle produit du réel, elle le taille sur son discours. Dans le cas de l'effondrisme survivaliste, le bunker en est l'expression

³ Ce triple contenu est développé dans la conférence de Grégoire CHAMAYOU, « Faire survivre et laisser tuer » (2022).

architecturale. Mais il faut également s'inquiéter du fait que ce réel produit est immédiatement politique. L'idéologie effondriste conduit à un réagencement de l'horizon politique autour du seul problème de la survie. Lorsqu'elle entre sur le terrain politique, la survie peut se définir comme *la soustraction de l'émancipation au problème politique*⁴. Il y a alors survie lorsque l'émancipation n'est plus une visée de la politique, lorsque celle-ci se retrouve réduite à un processus de limitation – autrement dit, il y a survie lorsque, pour tout critère politique, nous n'avons plus qu'un « seuil de survivabilité » au-delà et en-deçà duquel il est légitime ou non de prendre des décisions politiques. C'est le contenu qui se cache derrière ce célèbre slogan collapsologiste : « Une autre fin du monde est possible ». L'alternative ne se pense plus dans un choix entre la vraie vie et la survie, mais est posée du côté de la survie elle-même.

Et c'est ainsi que fonctionne l'idéologie, dans le choix des termes de l'alternative ; elle consiste précisément à décider des deux termes qui vont s'opposer et ainsi rendre illusoire le choix. *Fin du monde ou fin du monde*. Ce qui signifie que l'idéologie ne désigne pas ce qui sous-tend, dans un débat, des partis pris qui s'opposent, elle est la circonscription du débat lui-même, le plan sur lequel il doit se tenir. Autrement dit, elle n'est pas l'ensemble des opinions et des idées qui organise un discours face à un autre ensemble du même type ; l'idéologie est le lieu où vont s'affronter ces ensembles. Ce qu'il faut comprendre là, c'est que la logique de l'idéologie travaille moins au niveau du contenu des termes opposés que dans la *manière* dont on a posé et choisi les termes de l'opposition. Ce qui nous conduit parfois à ce genre d'expérience tout à fait désagréable où l'on se retrouve en accord, sur certains points, avec quelqu'un dont on sait pourtant pertinemment qu'on est en désaccord fondamental. L'idéologie, c'est le lieu où aucune opposition réelle ne se joue, c'est le lieu où tout le monde peut finalement être d'accord. Ce lieu, nous l'appellerons *plan d'inconséquence*, il est « l'inverse du dialogue » (Guy Debord) en ce sens qu'aucune authentique confrontation d'idées ne s'y déroule jamais, mais seulement des débats qui miment l'accord et le désaccord sur fond d'un grand accord commun. Remarquons ainsi qu'ils sont bien rares ceux qui ne pensent pas que tout s'effondre, et qui finalement ne cherchent rien d'autre que l'effondrement. Et c'est précisément là toute l'efficacité du discours de Trump ; il ne s'agit pas pour lui de nier la catastrophe mais de choisir de quelle

⁴ Voir « Écologie, Écologisme, Écologie Politique » de Julien MACHILLOT, <https://zerodiesephilosophie.com/cours-philosophie-ae-2-2022/>

catastrophe on va parler et de laquelle il sera le sauveur – il s’agit de s’installer dans l’effondrement.

La collapsologie ou la logique du fragment

Afin de maintenir les subjectivités dans les conditions de la survie, il faut à l’effondrisme une proposition épistémologique, il doit se parer des attributs de la science. Et c’est là que collapsologie intervient : prétendument « science de l’effondrement », elle s’avance comme la justification scientifique du nécessaire *collapsus* qui sans cesse se rapproche de nous.

Mais avant d’en venir tout à fait à la collapsologie, faisons un pas supplémentaire dans le fonctionnement de l’idéologie : d’où tire-t-elle son efficacité ? Le point qu’il faut tenir pour comprendre cette efficacité, c’est qu’elle n’est pas la privation de tout rapport véridique au réel, comme une espèce d’isolement absolu au sein duquel nous serions absolument trompés sur la réalité. Ce serait une erreur de penser que les survivalistes ont faux sur toute la ligne. Si l’idéologie est une falsification, elle n’est efficace qu’en mesurant sa distance avec le réel, non pas en le niant. L’idéologie est une sorte de filtre à travers lequel passent des fragments de réel. Ainsi, on retrouve souvent un même mécanisme d’exposition dans un très grand nombre de films ou de documentaires sur l’écologie : une bande son intimidante et un flux d’images inquiétantes, marée noire, usines fumantes, habitats ruinés par tempêtes et séismes, embouteillages et scènes de surpopulation, incendies et l’inévitable ours blanc esseulé sur la banquise... Bien évidemment, aucune de ces images n’est fautive, chacune représente effectivement une situation réelle plus ou moins catastrophique. Le réel n’est pas dissimulé, il est montré spectaculairement, sous les traits d’un ensemble chaotique d’images. On peut penser là au premier documentaire largement médiatisé de ce genre, *Une vérité qui dérange*, qui mettait en scène l’ancien vice président américain Al Gore ; à bien des égards l’esthétique chaotique de ce film a influencé une grande partie des productions écologiques postérieures. L’idéologie fonctionne donc comme un flux d’images non liées, elle s’expose par fragment.

Et c’est précisément selon une telle logique que la collapsologie produit son pseudo-savoir : les inventeurs de ce néologisme, Pablo Servigne et Raphaël Stevens, la définissent comme « l’exercice transdisciplinaire d’étude de l’effondrement de notre civilisation industrielle, et de ce qui pourrait lui

succéder, en s'appuyant sur les deux modes cognitifs que sont la raison et l'intuition, et sur des travaux scientifiques reconnus » (*Comment tout peut s'effondrer*, Le Seuil, 2015). Même si elle la porte dans son nom, la collapsologie ne se définirait donc pas comme une science, mais s'appuierait sur des travaux scientifiques afin de donner un panorama complet de l'écroulement de la société dite thermo-industrielle. Littéralement, la collapsologie s'avance donc comme une compilation de données scientifiques dont la synthèse, donnée *a priori*, se fait brutalement entendre : *tout s'effondre*. C'est ici que les ennuis commencent : pour soutenir une telle proposition, les collapsologues simplifient abusivement la théorie des systèmes complexes, selon laquelle un système peut passer d'un état de fonctionnement simple à un état de fonctionnement compliqué, puis complexe et, enfin, changer de nature pour devenir chaotique. C'est la théorie de l'effet de seuil ou du point de rupture, ainsi résumée par Servigne : « tous les systèmes complexes, hyperconnectés (les organismes, la finance, le climat...), lorsqu'ils sont soumis à des chocs répétés, sont résilients : ils gardent leur fonction, s'adaptent, se transforment... Mais il y a un seuil au-delà duquel ils basculent, où toutes les boucles de rétroaction s'emballent, et alors le système s'effondre brutalement » (« L'effondrement a déjà commencé »). Dans un système complexe, où tous les éléments sont interdépendants – comme le sont par exemple le dérèglement climatique, la finitude des ressources fossiles, la disparition de la biodiversité, l'appauvrissement des sols, etc. –, un certain seuil de complexité – appelé « seuil de criticité » – peut être atteint par le plus infime des changements et entraîner le basculement du système dans un processus hors de contrôle qui le fait passer à un autre état. Il s'est effondré. Mais alors comment procède la simplification collapsologique ? Elle ne consiste pas à vulgariser abusivement une théorie exacte – la théorie est vraie –, ni non plus à mal interpréter cette théorie – ce qui en est dit est également vrai. Cette simplification est le fruit d'une immense confusion entre les sciences et leurs principes : la société est assimilée à un organisme vivant, le climat fonctionne de la même manière que la finance et le marché suit les mêmes processus qu'un glaçon passant de l'état solide à l'état liquide ! En bref, des réalités de nature absolument différentes sont analysées selon un même principe explicatif. À grand renfort de métaphores et d'analogies, ces réalités différentes sont rendues absolument équivalentes dans leur fonctionnement interne. Un exemple célèbre vaut, presque sans justification, par son absurdité : pour Yves Cochet, un crash boursier fonctionne de la même manière qu'un glaçon devenant liquide. On

s'approche d'une sorte de scientisme tout à fait étrange, où le contexte politique et économique est comme relégué à l'anecdotique : les dérégulations bancaires, l'inflation, l'exigence de rentabilité du capital, la politique des États et des banques centrales, la spéculation financière... Tout cela n'est jamais réellement pris en compte dans l'analyse.

La simplification collapsologiste de la théorie des systèmes complexes fonctionne comme une naturalisation des faits politiques par l'application non justifiée d'une théorie des sciences formelles et expérimentales sur la société. Le passage de l'une à l'autre – de la théorie des systèmes complexes à la société – n'est jamais justifié autrement que par la comparaison ; autrement dit, la collapsologie s'avance comme un discours sans autre démonstration que l'analogie.

On peut alors au moins affirmer que la collapsologie porte bien mal son nom : elle n'est pas une science, ne produit aucun contenu scientifique qui lui soit propre. Et même si nous allions jusqu'à admettre qu'elle ne prétend pas être une science – ce qui, du reste, est tout à fait ambigu au regard de l'ensemble des discours tenus –, cette humilité ne serait pas suffisante pour la faire sortir de son fonctionnement intrinsèquement idéologique : on s'aperçoit bien vite qu'elle n'est qu'une compilation de données scientifiques éparses, et que les conclusions des différentes sciences (biologie, géologie, mathématiques, climatologie, etc.) ne sont que juxtaposées par le faible lien de l'analogie. La collapsologie se présente comme un recollage pluridisciplinaire qui confond universalité et addition, en suggérant qu'un point de vue sur la totalité de notre conjoncture historique peut s'atteindre par la force cumulative d'une démarche juxtaposant un ensemble de faits désastreux. L'idéologie effondriste, soutenue ici par la collapsologie, extrait le moment historique de sa cohérence en donnant à voir un ensemble de morceaux dramatisés et disloqués. Et c'est en ceci que tient sa force de persuasion : elle n'est pas simplement la normalisation de l'inexact, une espèce de mensonge conscient, ou bien la fixation de catégories d'analyse du réel historique tout à fait trompeuses – elle est tout cela, mais elle l'est en naturalisant cette facticité à *l'aide du vrai*. Détournant Hegel, Debord nous prévenait que, dans l'idéologie, « le vrai est un moment du faux ». C'est dans cette mesure que nous sommes comme dépossédés des moyens de saisir avec exactitude le réel des destructions en cours et qu'*en même temps* nous sommes bien vite convaincus par l'effondrisme : la catastrophe n'est pas dissimulée, elle est montrée spectaculairement, exposée sous les traits d'un

ensemble chaotique d'images. L'idéologie, finalement, est moins l'exposition du faux que l'agencement falsificateur de fragments de vrai. C'est là sa terrible efficacité.

L'alternative imposée : la survie ou la mort

Le survivalisme et la collapsologie sont les manifestations les plus saillantes de l'idéologie effondriste mais elles ne l'épuisent pas ; se déclarant dans les politiques étatiques et imprégnant les subjectivités, un effondrisme global s'empare progressivement d'une grande partie de la vie sociale et politique. Cette idéologie accomplit progressivement, mais sûrement, son extension selon une logique du fragment, construisant un pseudo-savoir sur lequel s'appuie ce vaste plan d'inconséquence où semblent s'affronter des discours, mais où, en réalité, aucune confrontation réelle ne se joue jamais. Les confrontations réelles sont en effet masquées, elles tendent à s'effacer derrière l'apparence d'un grand combat de fragments. Il nous faudrait alors choisir notre effondrement préféré. Comprendons donc qu'au moment où un événement à lieu – une guerre, une catastrophe ou les réelles destructions du planétaire et de ses humains attendants – s'ouvre alors une grande compétition discursive. Et lorsque que quelque chose insiste dans le réel au point qu'il ne peut plus être ignoré par personne, l'idéologie dominante s'en empare – sa meilleure stratégie ne consiste pas à nier les faits, mais à maintenir leur traitement dans ses propres termes, à choisir la manière dont on en parlera. Autrement dit, l'idéologie fonctionne comme un processus de circonscription du possible, elle impose ses énoncés comme étant les seuls disponibles à la prise de parti. Bien souvent, ces énoncés vont par pair, le plus connu étant « gauche » ou « droite » et l'un des plus récents étant « Poutine » ou « OTAN ». Le doublet idéologique de l'effondrisme, quant à lui, se résume à la sinistre alternative : *la survie ou la mort*. Sous les noms de la mort et de la survie, l'effondrement devient une habitude pour la pensée politique masquant souvent et même disqualifiant les enjeux de l'émancipation ; l'effondriste est bientôt prêt à plier : la survie plutôt que l'émancipation, le vivant plutôt que l'histoire, le bureaucratisme autoritaire plutôt que la révolution politique, l'individualisme plutôt que la cause commune... De là au nihilisme, je n'oserais même pas dire qu'il y a qu'un pas, car nous y sommes déjà.

Ces premières réflexions sur l'idéologie effondriste, encore insuffisantes pour comprendre l'ampleur du nihilisme qu'elle masque, doivent servir à un programme plus vaste. Il consistera à débusquer les manifestations de l'effondrisme pour les désactiver au plus tôt, sans quoi l'on verra s'étendre le désespoir, se fermer les portes de sortie des catastrophes déjà-là et en surgir de plus graves encore. Ce programme consiste à faire un pas hors de l'idéologie, c'est-à-dire à rétablir une conflictualité réelle dont les termes n'auront pas été passivement acceptés ou féroce­ment imposés, mais courageusement conquis. Il s'agit de constituer les termes du parti pris, et non de piocher nos nécessaires choix – un choix qui devient donc illusoire – dans le réel déjà circonscrit de l'idéologie. Ce qui signifie que nous devons mettre du même côté de l'alternative la survie et la mort, qui ne représentent l'une comme l'autre que les figures du maintien mortifère du monde marchand. L'alternative à l'effondrement devra être alternative à la marchandise, le choix décisif se fera entre le capitalisme et son autre.

Contemporanéité de la Commune de Paris (2)

Julien Machillot

L'Ecole des Actes a publié en 2022 Contemporanéité de la Commune de Paris, une brochure écrite par Julien Machillot. Nous publions aujourd'hui ce texte sous forme de feuillets dans les numéros successifs d'Ardenes Patiences. Pour ce numéro 1, la seconde partie. Le lecteur « impatient » peut accéder sans attendre au texte entier, qu'il trouvera dans la rubrique « Documents » du site. Nous avons décidé de publier cet écrit dans notre média dans la mesure où l'étoffe subjective du peuple des communeux de 1871, telle que décrite ici comme subjectivité affirmative de paix, d'égalité et d'amitié collective, se tenant délibérément à distance de l'esprit de guerre civile de la gauche républicaine et porteuse d'une immense capacité d'initiative multiforme et entièrement autonome en regard de l'espace de l'Etat, fait pour nous pleinement partie de ce que la politique d'émancipation contemporaine doit se donner pour tâche de travailler à rendre possible. Merci à l'Ecole des Actes de nous avoir aimablement autorisé à le publier.

*

Il y a deux choses fondamentales à tirer de cette grande déclaration.

[Le lecteur trouvera une version étendue de la déclaration du 21 mars 1871, point de départ de la méditation de cet écrit, dans le numéro 0 d'Ardenes Patiences. Rappelons ici l'énoncé central de cette déclaration, qui a donné tout son sens à l'insurrection du 18 mars :

« Les prolétaires de la capitale, au milieu des défaillances et des trahisons des classes gouvernantes, ont compris que l'heure était arrivée pour eux de sauver la situation en prenant en main la direction des affaires publiques. »]

Il y a deux choses fondamentales à tirer de cette grande déclaration.

La première, magistralement identifiée par Alain Badiou⁵ est qu'il s'agit d'une déclaration de rupture avec la Gauche. La Gauche, c'est-à-dire l'ensemble du personnel politique républicain qui, depuis le début du siècle, se présente

⁵ BADIOU Alain, *Circonstances 5 : L'hypothèse communiste*, « La Commune de Paris : Une déclaration politique sur la politique », Lignes, 2009.

comme le relais étatique parlementaire légitime des insurrections ouvrières et populaires.

Si dans l'Histoire communiste le 20^{ème} siècle a été celui des Etats socialistes, le 19^{ème} siècle a quant à lui été celui des insurrections ouvrières.

Les 27, 28 et 29 juillet 1830, eut lieu l'insurrection connue sous le nom des « Trois glorieuses », qui mit fin à la Restauration, le régime monarchique constitutionnel de Louis XVIII.

En février 1848, l'insurrection renversa la monarchie de Juillet dirigée par Charles X et mit cette fois les intellectuels républicains apeurés au pouvoir – ce fut la 2^{ème} République –, qui répondirent dès juin 1848 aux exigences ouvrières par une sanglante répression, préparant ainsi le terrain pour le coup d'Etat de Napoléon III. La deuxième République sonna ainsi l'entrée en scène des exécutions sommaires de masse des gens du peuple au 19^{ème} siècle.

En septembre 1870, enfin, après la défaite de Napoléon III face à l'armée prussienne à Sedan – Bismarck s'était ingénieusement assuré que la France lui déclare la guerre qu'il souhaitait – l'insurrection remit en selle les bourgeois républicains, fondant ainsi la 3^{ème} République. L'enjeu de l'insurrection populaire était de former un « gouvernement de défense nationale » capable de surseoir à l'impuissance militaire de l'Empire, mais ce gouvernement fut en fait celui de la « trahison nationale ». L'historien Henri Guillemin a le premier définitivement démontré de façon documentée, à partir d'un fond d'archives parlementaires incontestable laissé longtemps de côté, combien la trahison de ce qu'il appelait la « République des Jules » (il y avait Jules Favre, Jules Grévy, Jules Ferry, Thiers restant momentanément en retrait en attendant son heure), a été fomentée, voulue, combien la véritable préoccupation de tous ces républicains n'étaient pas l'ennemi prussien mais la trouille, la peur panique qu'ils avaient des « Bellevillois », les ouvriers parisiens. Des armes et des canons avaient été distribués à la Garde nationale parisienne en vue d'un possible siège prussien ; le premier et principal objectif du gouvernement républicain fût de mettre en place les conditions d'un désarmement de Paris. C'est ce dont se chargea le sinistre général Trochu, principal militaire qui, usant de sa popularité usurpée, assura la capitulation et la soumission à Bismarck. La seule exception dans cette affaire fût Gambetta, le seul qui – il faut le dire à son honneur – refusa tout esprit de capitulation et maintint jusqu'au bout le cap d'une tentative de reconstitution de l'armée française dans le but de stopper

l'avancée des troupes prussiennes, reconstitution avortée par les basses manœuvres de l'ensemble des autres membres du gouvernement.

C'est dans ce contexte qu'eut lieu l'insurrection du 18 mars. Les Prussiens encerclent Paris au nord et à l'est. Ils y resteront, car après l'insurrection Bismarck refusera de faire entrer ses troupes dans Paris pour mater les communards. A trois heures du matin, les troupes gouvernementales s'éparpillent dans Paris avec comme objectif de récupérer les 250 canons de la Garde nationale et de les sortir de la Ville. Bientôt les faubourgs s'éveillent et ce sont les femmes qui s'opposent les premières à l'enlèvement des canons. Lissagaray : « Les femmes partirent les premières comme dans les journées de la Révolution. Celles du 18 mars, bronzées par le siège – elles avaient eu double ration de misère – n'attendirent pas leurs hommes. Elles entourent les mitrailleuses, interpellent les chefs de pièce : « C'est indigne ! Qu'est-ce que tu fais là ? ». »⁶ Elles sont ensuite rejointes par les gardes nationaux. Les troupes fraternisent, refusent de tirer sur la population, quelques généraux et gendarmes sont arrêtés. L'insurrection a lieu sans bain de sang, les canons sont repris et remis en place. Le gouvernement, se voyant abandonné y compris par les bataillons bourgeois de la Garde nationale, s'enfuit à Versailles. Le Comité central de la Garde nationale se retrouve au pouvoir, à l'Hôtel-de-Ville, de façon tout à fait inattendue.

Pour la première fois, on a bien affaire à une insurrection victorieuse non plus contre une monarchie ou un Empire, mais contre une République. Suivra dans les heures ou jours qui suivent la fameuse déclaration citée plus haut. A son propos, Alain Badiou ajoute :

« Cette fois, cette unique fois, on ne remet pas son destin entre les mains des politiciens compétents. Cette fois, cette unique fois, la trahison est invoquée comme un état de choses auquel il faut se soustraire, et non comme une conséquence malheureuse de ce qu'on a choisi. Cette fois, cette unique fois, on se propose de traiter la situation à partir des seules ressources du mouvement prolétaire.

Il y a là, réellement, une *déclaration politique*.

Tout le point est d'en penser le contenu.

Mais d'abord une définition structurale essentielle. Appelons « la gauche » l'ensemble du personnel politique parlementaire qui se déclare seul apte à porter les conséquences générales d'un mouvement politique populaire singulier. Ou,

⁶ LISSAGARAY Prosper-Olivier, *Histoire de la Commune de 1871*, p. 112.

dans un lexique plus contemporain, seul apte à fournir aux « mouvements sociaux » un « débouché politique ».

La déclaration du 19 mars 1871 peut alors être décrite précisément : c'est une déclaration de rupture avec la gauche. »

Badiou ajoute, à juste titre : « C'est précisément cela qu'on a fait payer dans le sang aux communards. »⁷

On a fait payer dans le sang aux communards le fait d'avoir osé, pour la première et unique fois dans l'histoire moderne, s'appuyer sur leur propre force, sur leur propre capacité politique ouvrière et populaire à prendre en charge la direction des affaires collectives.

La deuxième chose à tirer de cette déclaration, quand on la lit cette fois en longueur, est l'élément subjectif dans lequel se déploie la décision politique de rupture avec la gauche. S'il s'agit pour les prolétaires parisiens de prendre le pouvoir, c'est bien en vue de prendre en main la direction des affaires publiques *et non pas en vue d'organiser une grande offensive militaire dans le cadre d'une guerre civile prolongée* contre la bourgeoisie. Le 18 mars est une insurrection victorieuse dans la mesure où, échouant à reprendre les canons de la garde nationale essaimés dans Paris, les membres du gouvernement républicain sont forcés de s'enfuir et se réfugient à Versailles. Thiers se sauve de l'Hôtel de Ville par un escalier dérobé, Jules Ferry s'enfuit in extremis de l'hôtel du Louvre cerné par les gardes nationaux, en sautant par une fenêtre. Après le 18 mars, la Commune ne se donne ni ne s'envisage comme une insurrection prolongée, ayant comme objectif immédiat la prise de possession ou à la destruction complète de l'Etat moderne – instrument de la domination de classe du capital sur le travail –, mais comme une immense capacité d'initiative affirmative, multiforme et créatrice de prise en main de l'ensemble des conditions nécessaires de la vie collective en vue de l'émancipation des ouvriers, du peuple parisien et au-delà. A ce titre, la rupture avec la gauche est aussi le refus de l'enfermement dans l'espace de la guerre civile qui est le lot inévitable de ses trahisons. Avec le 18 mars, il ne s'agit pas de remporter la guerre civile, mais d'y mettre fin autant que possible pour passer à autre chose. De mettre à distance la guerre civile en même temps que l'espace de l'Etat dont elle est l'inévitable corollaire lorsqu'est en jeu la question d'une capacité politique ouvrière et populaire. L'émancipation ouvrière ne passe pas par la concentration militaire et répressive dans une guerre civile où il faudrait remporter la victoire,

⁷ BADIOU Alain, *Circonstances 5 : L'hypothèse communiste*, op. cit.

mais par la capacité à prendre en main les affaires publiques, *capacité valant démonstration de l'émancipation réelle, donc absolument légitime*, des ouvriers parisiens. C'est donc dans l'élément subjectif et affirmatif de la paix et non pas négatif de la guerre, que se déploie la spectaculaire et inventive capacité d'initiative de la Commune. La rupture avec la gauche est aussi rupture avec l'insurrection comme seul et ultime moyen d'action politique des classes populaires. Après le 18 mars, on bascule dans tout à fait autre chose, qui ne se donne plus en termes de subjectivité insurrectionnelle, mais en termes de capacité politique populaire autonome et affirmative. Comme l'écrit Lissagaray, après le 18 mars, « Qui donc parlait de guerre civile ? L'*Officiel* seul »⁸, c'est-à-dire le journal des républicains versaillais.

Il y a dans l'immense ouvrage de Lissagaray, sans lequel tant de choses auraient été englouties dans l'oubli, maintes descriptions de la dissymétrie entre la subjectivité de guerre républicaine versaillaise, tout entière tendue vers la volonté d'exterminer la Commune, et la subjectivité de paix qui règne dans Paris « ville ouverte ». En voici un bel exemple : « Le Lazare de l'empire, du siège, ressuscitait. Ayant arraché la taie de son cerveau, secoué ses bandelettes, il allait commencer une existence neuve, vivre de sa tête, de ses poumons, tendre une main fraternelle à toutes les communes françaises régénérées. Les désespérés du mois dernier rayonnaient d'enthousiasme. On s'abordait, sans se connaître, frères par la même volonté, la même foi, le même amour.

Le dimanche, 26 mars [grand jour des premières élections communales], est un renouveau. Paris respire, comme au sortir des ténèbres ou d'un grand danger. A Versailles, les rues sont sinistres, les gendarmes tiennent la gare, exigent brutalement des papiers, confisquent les journaux parisiens, au moindre mot de sympathie pour la Ville vous arrêtent. A Paris, on entre librement. Les rues sont vives, les cafés bruyants ; le même gamin crie le *Paris-Journal* et la *Commune* ; les attaques contre l'Hôtel-de-Ville, les protestations de quelques enfiellés, s'étalent à côté des affiches du Comité central. Le peuple n'a plus de colère, n'ayant plus de crainte. Le bulletin a remplacé le chassepot. »⁹

On touche là un point essentiel. Le bilan communiste – jusqu'à la Révolution culturelle chinoise en partie incluse –, ou plus précisément le bilan marxiste-léniniste, de la Commune revient globalement à l'envisager du point de ses supposées faiblesses, de ses « fautes », qui seraient fondamentalement une

⁸ LISSAGARAY Prosper-Olivier, *Histoire de la Commune de 1871*, op. cit., p. 122.

⁹ *Ibid.*, p.151-152.

défaillance guerrière, militaire, d'un côté, et l'incapacité d'aller jusqu'au bout de l'expropriation des expropriateurs, de l'autre. Tout le bilan de la Commune se concentrerait *in fine* dans la question : à quelles conditions une prise de pouvoir semblable à celle du 18 mars peut avoir une chance d'être réellement victorieuse, c'est-à-dire durer sans se laisser écraser par l'ennemi ? C'est la question qui hantera Lénine et à laquelle il répondra par la création politique de la figure du Parti révolutionnaire. Mais c'est là en définitive recouvrir quelque chose du caractère de victoire intrinsèque de la Commune, et Lénine lui-même y sera confronté peu avant sa mort lorsque, faisant le bilan du caractère corrupteur de l'Etat dans le cadre de la dictature du prolétariat, il cherchera les moyens de faire exister un espace politique extérieur à l'espace de l'Etat, autonome et capable de le mettre sous contrôle ouvrier et populaire. Ce n'est pas non plus à proprement parler le bilan de Marx dans son grand texte, dans lequel il affirme que « La grande mesure sociale de la Commune, ce fût sa propre existence et son action »¹⁰. Marx est le premier des contemporains de la Commune à rendre radicalement justice à sa positivité intrinsèque, à son extrême singularité événementielle. Mais lui-même, déjà, écrit que dans les jours qui ont suivi le 18 mars, « dans sa répugnance à accepter la guerre civile engagée par Thiers [...], le Comité central commit, cette fois, une faute décisive en ne marchant pas aussitôt sur Versailles, alors entièrement sans défense, et en mettant ainsi fin aux complots de Thiers et de ses ruraux ». Cela aurait sans doute été une « faute décisive » si le but de la Commune avait été d'accepter la guerre civile et de la conduire jusqu'à la victoire. Mais ce n'était précisément pas le mobile qui la faisait exister. Cette « répugnance à accepter la guerre civile » était en fait une volonté positive massivement partagée de constituer un espace politique propre et entièrement autonome, plutôt que d'accepter de se laisser constituer en vis-à-vis de la haine mortelle des bourgeois républicains à leur égard.

Cela ne signifie pas que la politique de la Commune était une politique pacifiste, au sens où on l'entendra malheureusement tout au long du 20^{ème} siècle. La subjectivité de paix est une subjectivité politique et non morale. Quand l'armée républicaine réunie par Versailles pénètre dans Paris en mai, les habitants ne font pas des manifestations pacifiques sans armes, car ils savent que ça n'aurait aucun sens, ils reprennent spontanément les armes et dressent les barricades

¹⁰ MARX Karl, *La guerre civile en France*, in MARX Karl & ENGELS Friedrich, *Inventer l'inconnu : Textes et correspondance autour de la Commune*, Paris, La Fabrique, 2008.

pour se défendre. Ce n'est pas qu'ils sont contre la guerre en général, puisque ce qu'ils reprochent aux républicains du 4 septembre, c'est précisément d'avoir capitulé face à la Prusse pour s'en prendre à eux. Le pacifisme politique de la Commune n'en fait pas une politique de pacifistes, mais une politique de paix, ou plus précisément une politique d'émancipation dans l'élément de la paix, parce que dans l'élément de la prise en main post-insurrectionnelle collective tout à fait enthousiaste et sérieuse des affaires publiques. Par ailleurs, même si l'Assemblée versaillaise était momentanément désarmée, la Prusse ayant fait prisonnier l'essentiel de l'armée française, les troupes restantes refusant de se battre contre « leurs frères de Paris » et seuls quelques mercenaires bretons ayant répondu à l'appel aux armes de Thiers, marcher sur Versailles aurait certainement eu le même effet que l'insurrection du 18 mars : les Thiers et les Jules s'enfuyant ailleurs, et revenant plus tard avec une armée constituée. C'était d'ailleurs l'avis de Lissagaray : « Que leurs services les absolvent [les « obscurs » de L'Hôtel de Ville] d'avoir laissé sortir l'armée, les fonctionnaires et réoccuper le Mont-Valérien. On dit qu'ils auraient dû marcher le 19 et le 20 sur Versailles. L'Assemblée, à la première alerte, aurait gagné Fontainebleau avec l'armée, l'administration, la Gauche, tout ce qu'il fallait pour gouverner et tromper la province. L'Occupation de Versailles n'eût fait que déplacer l'ennemi, n'eût pas été longue ; les bataillons populaires étaient trop mal préparés pour tenir en même temps cette ville ouverte et Paris. »¹¹ L'ennemi, quoique temporairement affaibli, restait de toute façon à terme militairement plus puissant. La Commune, même entièrement organisée autour de l'objectif d'une guerre civile continuée, n'avait pas les moyens de vaincre militairement de façon définitive la bourgeoisie française, et d'ailleurs toutes les autres tentatives d'instauration de Communes à Lyon, Saint-Etienne, au Creusot, à Marseille, Toulon et Narbonne ont rapidement échoué.

De la même façon, on peut toujours critiquer sévèrement la vague tentative du 3 avril de marcher sur Versailles. Critiquer l'échec de cette sortie, avec trois colonnes d'ouvriers parisiens mal informés de leur objectif, s'avancant sous les feux de l'ennemi sans éclaireurs, sans artillerie et en manquant cruellement de munitions, troupes inorganisées, encadrées par des généraux totalement inexpérimentés, d'où deux des principaux et des meilleurs commandants, Flourens et Duval, assassinés sans pitié par les Versaillais, ne reviendront jamais, sortie décidée par une Commission exécutive divisée, allant jusqu'à

¹¹ LISSAGARAY Prosper-Olivier, *Histoire de la Commune de 1871*, op. cit., p.150.

décréter la séparation de l'Eglise et de l'Etat ainsi que l'abolition du budget des cultes en même temps qu'elle discute de la sortie sur Versailles, puis tout à fait incapable de diriger efficacement l'exécution de la stratégie décidée.

La séparation de l'Eglise et de l'Etat n'en est pas moins une des grandes mesures de la Commune, sans précédent !

Le 3 avril :

« La Commune de Paris,

Considérant que le premier des principes de la République française est la liberté,

Considérant que la liberté de conscience est la première des libertés,

Considérant que le budget des cultes est contraire au principe, puisqu'il impose les citoyens contre leur propre foi,

Considérant, en fait, que le clergé a été le complice des crimes de la monarchie contre la liberté,

Décète :

- Art. 1. L'Eglise est séparée de l'Etat.
- Art. 2. Le budget des cultes est supprimé.
- Art. 3. Les biens dits de mainmorte, appartenant aux congrégations religieuses, meubles et immeubles, sont déclarés propriétés nationales.
- Art. 4. Une enquête sera faite immédiatement sur ces biens, pour en constater la nature et les mettre à la disposition de la Nation. »¹²

Il y eut enfin, lors de la « semaine sanglante », l'absence de toute véritable capacité dirigeante à définir une stratégie cohérente de défense de Paris alors que des milliers d'hommes et de femmes se faisaient massacrer sur les barricades, avec le sinistre exemple de Jules Vallès sortant incognito distribuer des bons de hareng sur les barricades, se faisant cracher dessus par les ouvriers lui demandant « Où sont les ordres ? ».

Le problème est que tout cela revient à manquer la singularité politique et la portée historique réelle de la Commune de Paris. En réalité, *ces supposées faiblesses furent sa force*. D'abord, si la Commune s'était focalisée sur cette tâche précise, elle n'eût tout simplement pas été la Commune car, ce faisant, elle n'aurait pas eu le loisir de faire tout le reste, c'est-à-dire de réaliser ce qu'elle a effectivement réalisé. Ensuite, c'est ce qu'a réellement fait la Commune, et non ce qu'elle n'a pas fait, qui fait d'elle un événement historique de la politique

¹² ROUGERIE Jacques, *Paris libre 1871*, Seuil, 2004, p.168.

encore contemporain pour nous, en ce sens qu'à travers ce qu'elle a réalisé, elle nous indique la direction politique que nous avons à suivre aujourd'hui.

Quelle est cette direction ? En décidant de rompre avec la Gauche et de prendre en main la direction des affaires publiques, la Commune invente un espace politique entièrement nouveau, inédit, qui se caractérise par son autonomie affirmative en regard de l'espace de l'Etat moderne, instrument parlementaire de la domination bourgeoise. Dans son grand texte, Marx, citant la déclaration d'où nous sommes partis, ajoutait : « Mais la classe ouvrière ne peut pas prendre tout simplement possession de la machine d'Etat toute prête, et la faire fonctionner pour son propre compte »¹³. C'est effectivement ce qui se passe : la Commune construit un espace politique entièrement fondé sur une capacité d'initiative égalitaire ouvrière et populaire, se donnant ainsi les moyens d'un nouveau type, c'est-à-dire d'un type tout à la fois non-étatique et intérieur à une figure de peuple en capacité d'en garder le contrôle, de médiation politique dirigeante. Tout le point est que l'existence de cet espace politique fondé sur un principe d'égalité n'a pas pour condition la destruction de l'espace de l'Etat, puisqu'il coexiste au contraire avec lui – en l'occurrence avec l'Assemblée de Versailles –, dans une extériorité radicale et cherchant la voie de sa rigueur organisée. La Commune avait une conscience aigüe de l'extrême singularité de l'espace politique qu'elle était en train de fonder.

Suite à venir !

¹³ MARX Karl, *La guerre civile en France, op. cit.*, p.151.